



Investir en bon père de famille

S'enrichir lentement, chiffres en main

Épargne de précaution, placements, durée, reculs, inflation, enveloppes, retraite : ce qu'un siècle de données dit à celui qui veut faire grandir l'argent de sa famille sans mettre en danger celui dont elle a besoin. Chaque rendement, chaque recul et chaque probabilité ont été recalculés ; les règles de conduite viennent de l'expérience, et le livre le dit.

Cent euros gardés sans intérêts à la fin de 1990 ne valaient plus que 56,5 € de pouvoir d'achat à la fin de 2025 ; sur un Livret A, ils auraient gagné 30,5 %. Ce livre montre ce qui a mieux protégé une famille de l'inflation, et ce que cela a coûté en route.

Sommaire

Comment lire ce livre	3	L'inflation, une perte qu'on ne voit pas	33
L'expression, et ce qu'elle veut dire ici	3	Le Livret A, trente-cinq ans de comptes	34
Une famille pour fil rouge	3	Et le fonds en euros ?	35
D'où viennent les chiffres	4	Que faire de l'argent qui dort ?	36
Par où commencer	5		
Les fondations	6	Construire et tenir	37
1 Le bon sens d'abord : dans quel ordre faire les choses	7	7 Enveloppes et frais : ce qui reste vraiment	38
Marche 1 : les dettes chères	7	Les frais, l'ennemi qui ne dort jamais	38
Marche 2 : le coussin de sécurité	8	Les quatre enveloppes françaises	40
Marche 3 : protéger la famille	10	Même placement, impôt différent	41
Le budget, en trois comptes	10	Bien utiliser le PEA	42
Marches 4 et 5 : investir pour longtemps, puis pour des projets	11	Bien utiliser l'assurance-vie	42
2 Ce que rapporte chaque placement depuis un siècle	12	8 Le portefeuille : trois poches et une règle	45
Comment on mesure	12	Ranger l'argent par date de besoin	46
Un siècle en un tableau	14	Le cœur : un fonds indicel monde	46
Les dividendes, la moitié oubliée	15	Quel dosage, selon sa situation ?	47
Les petites entreprises, plus de rendement, plus de vertige	15	La partie stable	48
Et pour un Européen ?	15	Une seule règle d'entretien	48
Le dollar et l'euro	17	9 Passer à l'action : verser chaque mois, sans y penser	50
3 Douze idées reçues passées au banc d'essai	18	Verser chaque mois : ce que ça a donné	50
		Et si l'on dispose d'une grosse somme ?	51
		Choisir où ouvrir	52
		Lire la fiche d'un fonds en cinq minutes	53
		Le premier ordre	53
Le temps et le risque	23	10 Les projets de la famille : enfants, logement, retraite	55
4 Le temps qui travaille	24	Épargner pour un enfant : dix-huit ans	55
Les intérêts composés, en chiffres	24	L'apport pour un logement	57
Combien mettre de côté chaque mois ?	25	Sa résidence principale : un toit avant d'être un placement	57
Plus on garde longtemps, moins on a perdu souvent	26	La retraite : combien retirer chaque année ?	58
Attention : vingt ans, ce n'est pas une loi	28	Préparer sa propre retraite	60
5 Les reculs : ce que vit un portefeuille	29	Le risque de séquence : le même rendement, deux destins	60
Le dosage, un siècle de recul	29	Transmettre	61
En euros, depuis 2009	30	11 Tenir vingt ans : quand ne rien faire	62
Vivre une baisse, de l'intérieur	31	Le coût de la panique	62
Choisir son dosage : la perte qu'on peut regarder	32		
6 L'inflation et le livret : le rendement qui compte	33		

Une revue complète par an, trois coups d'œil, et c'est tout	63	Annexe B · Méthode des tests, et comment les refaire	71
Moins d'informations, meilleures décisions	64	Les données	71
Quand changer de plan	64	Les conventions	71
Se faire aider	64	Refaire les calculs	72
Reconnaître une arnaque	65	Ce que ces tests ne disent pas	72
L'intelligence artificielle, assistant et non oracle	66	Les contrôles faits sur les données	73
Le plan de Claire et Julien, sur une page	66	Annexe C · Glossaire	74
Annexes	68	Annexe D · Avertissements et informations	80
Annexe A · La liste de contrôle	69	Ceci n'est pas un conseil en investissement	80
Une fois, au départ	69	Les risques	80
Chaque année, en janvier	70	Dates et sources	80
		Comment ce livre a été fait	80

Comment lire ce livre

EN BREF

Ce livre s'adresse à celui qui veut faire grandir l'argent de sa famille sans mettre en danger celui dont elle a besoin. L'argent placé en actions, lui, peut perdre la moitié de sa valeur, parfois davantage, et mettre des années à la retrouver : le livre dit combien, et comment le supporter. Il ne promet aucun rendement. Il montre ce qu'un siècle de données dit des placements ordinaires : livrets, obligations (des prêts à un État ou à une entreprise), actions, or, pierre. Puis il en tire une méthode simple, qu'on peut tenir vingt ans.

L'expression, et ce qu'elle veut dire ici

« En bon père de famille » vient du vieux droit civil. Il désignait celui qui gère le bien des autres avec prudence et soin. En 2014, la loi l'a remplacé dans le Code civil par « raisonnablement ». Le sens reste le même, et il vaut pour une mère, un grand-père ou un célibataire : on ne risque pas l'argent dont la famille a besoin, on ne court pas après le gain du mois, on pense en décennies.

Prudent ne veut pas dire immobile. L'inflation, c'est-à-dire la hausse générale des prix, ronge l'argent qui ne rapporte rien : 100 € gardés sans intérêts fin 1990, sous un matelas ou sur un compte courant, n'achetaient plus fin 2025 que ce qu'achetaient 56,5 € au départ. Placés sur un Livret A, ils auraient gagné 30,5 % de pouvoir d'achat en trente-cinq ans (chapitre 6) : c'est mieux, mais c'est peu. Le vrai risque, pour une famille, n'est pas seulement de perdre en Bourse ; c'est aussi de ne pas suivre les prix.

Une famille pour fil rouge

Pour que les chiffres parlent, le livre suit quelques personnages. Ils sont inventés, leurs montants aussi, mais leurs questions sont celles de milliers de foyers.

- **Claire et Julien**, 39 et 41 ans, infirmière et technicien à Nantes. Ils gagnent 4 200 € nets par mois à deux et en dépensent 3 500. Ils ont deux filles : Léa, 7 ans, et Inès, née en 2026.
- **Michel et Annie**, les parents de Claire, à la retraite. Ils ont 280 000 € d'épargne et veulent en tirer un complément de revenu sans risquer de manquer d'argent pendant trente ans.
- **Sami**, 26 ans, le frère de Julien. Premier contrat stable à Lille, 300 € par mois à placer, et aucune idée de l'endroit.

D'où viennent les chiffres

Chaque rendement, chaque recul et chaque probabilité mesurés sur nos données ont été recalculés pour ce livre, avec un seul programme, sur des données publiques datées (annexe B). Les chiffres venus d'autres travaux sont cités avec leur source et leur date. Aucun résultat n'est recopié d'un site, pas même du nôtre : quand des articles pédagogiques de notre site se sont trompés, le livre le dit (chapitre 4).

Trois sources portent l'essentiel.

- **Un siècle de rendements annuels américains, de 1928 à 2025**, compilés par Aswath Damodaran, professeur à l'université de New York : actions du S&P 500 (les 500 plus grandes entreprises américaines), dividendes compris (le dividende est la part du bénéfice qu'une entreprise verse chaque année à ses actionnaires) ; bons du Trésor (des prêts de trois mois à l'État américain, l'équivalent d'un livret) ; obligations d'État à 10 ans ; obligations d'entreprise ; prix de l'immobilier ; or. L'inflation vient du bureau américain des statistiques du travail.
- **Des cours quotidiens**, dont ceux d'un fonds qui suit les actions des pays développés et qui est coté à Paris en euros depuis juin 2009, et ceux des obligations d'État de la zone euro depuis 2008.
- **L'inflation française de l'INSEE et les taux du Livret A** fixés par arrêté, de 1990 à 2025.

Pourquoi des chiffres américains pour un lecteur européen ? Parce que c'est le seul siècle complet, dividendes compris, librement disponible et vérifiable. Il faut savoir ce que cela implique. Le marché américain a été l'un des meilleurs du siècle, et le plus grand : 6,8 % par an après inflation de 1928 à 2025 dans nos données, contre 5,2 % pour l'ensemble des actions du monde de 1900 à 2024, selon Dimson, Marsh et Staunton. Les périodes diffèrent, mais l'écart est net, et un Européen resté dans son pays a souvent vécu bien pire (chapitre 2). Partout où ce livre s'appuie sur le siècle américain, lisez-le comme un plafond plutôt que comme une promesse.

Les chiffres de marché valent pour tout Européen ; les livrets, les enveloppes et le fonds en euros sont français. Hors de France, gardez la méthode et cherchez ses équivalents locaux (encadré du chapitre 7).

CE QUE VALENT CES CHIFFRES

Ce sont des chiffres du passé, et des simulations : personne n'a tenu exactement ces portefeuilles, sans frais, avec cette discipline. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Les tests sont faits sans frais sauf mention contraire, presque tous sur données américaines, et sur des périodes qui se chevauchent : leurs pourcentages décrivent l'histoire, ils ne mesurent pas une probabilité. Les règles de conduite (l'ordre des priorités, la taille du coussin, les bornes de trois et huit ans, la revue annuelle) viennent de l'expérience ; elles sont présentées comme telles, et le livre dit lesquelles ont été testées. Les règles fiscales sont celles du 13 octobre 2026 : le budget 2027, déposé au Parlement le 1er octobre 2026, peut les changer dès janvier.

Les chiffres sortent d'un programme de calcul, pas d'une intelligence artificielle ; l'usage d'outils d'IA pour le texte et les liens de l'éditeur sont décrits à l'annexe D.

Par où commencer

Si vous n'avez qu'une soirée, lisez le chapitre 1 (dans quel ordre faire les choses), le chapitre 4 (pourquoi le temps compte), le chapitre 8 (le portefeuille) et le chapitre 9 (passer à l'action), puis la liste de contrôle de l'annexe A. Le reste explique pourquoi, et ce qui peut mal tourner.

Chaque chapitre s'ouvre sur un résumé et se ferme sur ce qu'il faut retenir. Les mots techniques sont expliqués à leur première apparition et repris dans le glossaire (annexe C). Des pastilles indiquent le niveau : **DÉBUTANT** pour les premiers pas, · **INTERMÉDIAIRE** quand on a déjà un compte, · **EXPERT** pour la méthode. Dans les tableaux, la ligne surlignée est celle dont parle le texte ou le cas suivi : ce n'est pas une recommandation.

Quelques encadrés reviennent : **Le cas** suit un personnage ; **Mythe** confronte une idée reçue aux chiffres ; **Attention** signale un piège qui coûte de l'argent ; **Pour aller plus loin** s'adresse aux lecteurs à l'aise avec les chiffres.

QUE RETENIR

- Le siècle de données est américain : lisez ses chiffres comme un plafond pour un Européen.
- Les règles fiscales sont datées du 13 octobre 2026. Vérifiez-les chaque année, et en janvier 2027 surtout.

I • Les fondations

Le bon sens d'abord : dans quel ordre faire les choses

DÉBUTANT

RÉSUMÉ

Avant d'investir un euro, trois marches : rembourser les dettes chères, mettre de côté trois à six mois de dépenses, protéger la famille contre l'accident. Ce n'est qu'ensuite que l'argent peut partir sur le long terme. Sauter une marche coûte plus cher que n'importe quel mauvais placement.



On monte les marches dans l'ordre. Un placement qui rapporte quelques pour cent par an ne rattrape pas une dette qui en coûte quinze, et un portefeuille vendu en urgence pendant une baisse transforme une perte passagère en perte définitive. Règles d'expérience, sans test historique possible.

Marche 1 : les dettes chères

Un crédit renouvelable, un découvert permanent, un paiement « en plusieurs fois » : ces dettes coûtent cher. La loi autorise jusqu'à 23,60 % par an pour un prêt de moins de 3 000 €, et 15,76 % de 3 000 à 6 000 € (taux maximaux du quatrième trimestre 2026, Banque de France). Prenons une dette à 15 % par an. À ce taux, une dette double en 5,0 ans si on ne la rembourse pas : 1 000 € deviennent 2 011 €. Aucun placement raisonnable ne rapporte autant, et surtout pas avec certitude.

Rembourser une dette à 15 %, c'est donc s'offrir un placement garanti à 15 %. C'est l'une des meilleures opérations financières qu'une famille puisse faire, avec l'abondement de l'employeur quand il existe (chapitre 7), et elle ne demande aucune connaissance de la Bourse.

LE CAS DE CLAIRE ET JULIEN

Ils ont 8 000 € sur un Livret A et, en même temps, 2 500 € de crédit renouvelable à 15 % pour une cuisine. Le livret leur rapporte 136 € par an au taux du 1er août 2026 ; le crédit leur coûte 375 €. La décision tient en une ligne : ils soldent le crédit avec une partie du livret, puis reconstituent le livret.

Le crédit immobilier est une autre histoire. Contracté à taux fixe et modéré, il se rembourse au rythme prévu ; le rembourser par avance n'a de sens que si son taux dépasse ce que l'épargne rapporte sans risque, en comptant les indemnités de remboursement anticipé : au plus six mois d'intérêts sur la somme remboursée, sans dépasser 3 % du capital restant dû. On ne s'endette pas pour placer en Bourse : une baisse ne se contente plus de faire mal, elle peut forcer à vendre.

Marche 2 : le coussin de sécurité

L'épargne de précaution sert aux coups durs : une voiture à remplacer, une perte d'emploi, une chaudière. Elle doit être disponible en quelques jours, sans risque de perte. La règle d'usage est de garder trois à six mois de dépenses : six pour un indépendant, un revenu irrégulier ou une famille avec un seul salaire.

Où la mettre ? Sur les livrets réglementés français : le Livret A et le LDDS (livret de développement durable et solidaire) rapportent 1,70 % depuis le 1er août 2026, sans impôt, jusqu'à 22 950 € et 12 000 €. Le LEP (livret d'épargne populaire) rapporte 2,50 %, jusqu'à 10 000 €, pour les foyers sous un plafond de revenus : comparez le revenu fiscal de référence de votre avis d'impôt au plafond publié sur service-

public.fr. L'argent y est garanti par l'État et disponible tout de suite. Ce rendement est modeste, et le chapitre 6 montre qu'il suit à peine l'inflation : c'est le prix de la sécurité, pas un placement.

Où ranger le coussin	Rémunération	Plafond	Disponibilité	Impôt
Livret A	1,70 %	22 950 €	immédiate	aucun
LDDS	1,70 %	12 000 €	immédiate	aucun
LEP (sous condition de revenus)	2,50 %	10 000 €	immédiate	aucun
Fonds en euros (assurance-vie)	2,65 %	aucun	quelques jours	prélèvements sociaux chaque année, impôt au retrait

Taux des livrets au 1er août 2026 (Banque de France) ; fonds en euros : rendement moyen de 2025, net de frais (ACPR). Les livrets sont garantis par l'État. Le fonds en euros garantit le capital aux conditions du contrat ; si l'assureur fait faillite, un fonds de garantie rembourse l'épargnant jusqu'à 70 000 € par assuré et par assureur (plafond d'octobre 2026), et la loi permet, en cas de crise, de limiter les retraits pendant trois mois, renouvelables jusqu'à six. Le coussin va d'abord sur les livrets ; le fonds en euros convient pour ce qui dépasse leurs plafonds.

LE CAS DE CLAIRE ET JULIEN, SUITE

Leurs dépenses de 3 500 € par mois donnent un coussin de 10 500 € (trois mois) à 21 000 € (six mois). Avec deux salaires stables, ils visent trois mois. Une fois le crédit soldé, il reste 5 500 € sur le livret, et il leur manque 5 000 € ; avec 700 € d'épargne par mois, le coussin est complet en 7,1 mois. Ensuite seulement, l'argent part sur le long terme.

ATTENTION

Le coussin ne s'investit jamais en actions. Les baisses de la Bourse arrivent souvent en même temps que les licenciements : c'est précisément le moment où l'on a besoin de l'argent, et le pire moment pour vendre.

Marche 3 : protéger la famille

Un portefeuille bien construit ne sert à rien si un accident ruine le foyer. Trois vérifications prennent une après-midi.

- ☐ Les assurances obligatoires et utiles : habitation, responsabilité civile, et, quand des enfants dépendent de vos revenus, une assurance décès et invalidité. Demandez d'abord à votre employeur la notice de sa prévoyance collective, l'assurance qu'il souscrit pour ses salariés : vous êtes peut-être déjà couvert, et vous saurez pour combien. Sinon, deux ou trois devis : c'est une dépense chaque année, pas une formalité. L'assurance du crédit immobilier ne couvre souvent que le prêt.
- ☐ Les bénéficiaires : la clause d'une assurance-vie dit qui reçoit l'argent. Relisez-la après chaque naissance, mariage ou séparation.
- ☐ Les papiers : où sont les contrats, qui peut y accéder, ce qui se passe si l'un des deux disparaît. Un testament ou un rendez-vous chez un notaire règle beaucoup de situations compliquées.

Le budget, en trois comptes

Inutile de noter chaque dépense dans un tableur. Il suffit de séparer l'argent en trois comptes qui ont chacun un rôle, et de laisser des virements automatiques faire le tri le jour de la paie.

- 1 **Le compte courant** reçoit les salaires et paie les dépenses du mois. On y laisse un mois de dépenses, pas plus ; ce mois ne compte pas dans le coussin.
- 2 **Le livret** reçoit le premier virement, tant que le coussin n'est pas complet. Une fois complet, il ne reçoit plus rien, sauf pour un projet proche.
- 3 **Le plan d'épargne en actions (PEA) ou l'assurance-vie** (chapitre 7) reçoit ensuite l'épargne de long terme, chaque mois, sans qu'on ait à y penser.

Ce qui reste sur le compte courant se dépense sans culpabilité : le travail est déjà fait. Si le compte courant finit le mois à découvert, le montant du virement est trop élevé, ou une dépense régulière a échappé au calcul ; on corrige une fois, puis on n'y touche plus.

LES CINQ ERREURS QUI COÛTENT LE PLUS

- Investir son coussin de sécurité en actions, et devoir vendre pendant une baisse (chapitre 5).
- Garder une dette chère « parce qu'on a déjà un livret » : le livret rapporte moins que la dette ne coûte.
- Acheter un produit qu'on ne sait pas expliquer en deux phrases à un enfant.
- Arrêter les versements pendant une baisse, au moment où ils achètent le moins cher (chapitre 9).
- Payer près de 2 % de frais par an sans le savoir : à 1,8 %, le chapitre 7 chiffre la perte.

Marches 4 et 5 : investir pour longtemps, puis pour des projets

Le reste du livre traite de ces deux marches. L'argent placé sur le long terme est celui dont on n'aura pas besoin avant huit ans au moins. L'argent des projets (un apport pour un logement, les études d'un enfant) suit des règles à part, au chapitre 10.

Une habitude change tout : se payer en premier. Le jour où le salaire arrive, un virement automatique part vers l'épargne, avant les dépenses du mois. Ce qui reste se dépense sans culpabilité. Ce qui est parti travaille sans qu'on y pense. C'est une règle d'expérience, pas un résultat mesuré.

QUE RETENIR

- D'abord rembourser les dettes chères : c'est un placement garanti au taux de la dette.
- Ensuite trois à six mois de dépenses sur des livrets disponibles, jamais en actions.
- Puis vérifier assurances, bénéficiaires et papiers.
- Seulement après, investir pour longtemps, par virement automatique le jour de la paie.

Ce que rapporte chaque placement depuis un siècle

DÉBUTANT • INTERMÉDIAIRE

RÉSUMÉ

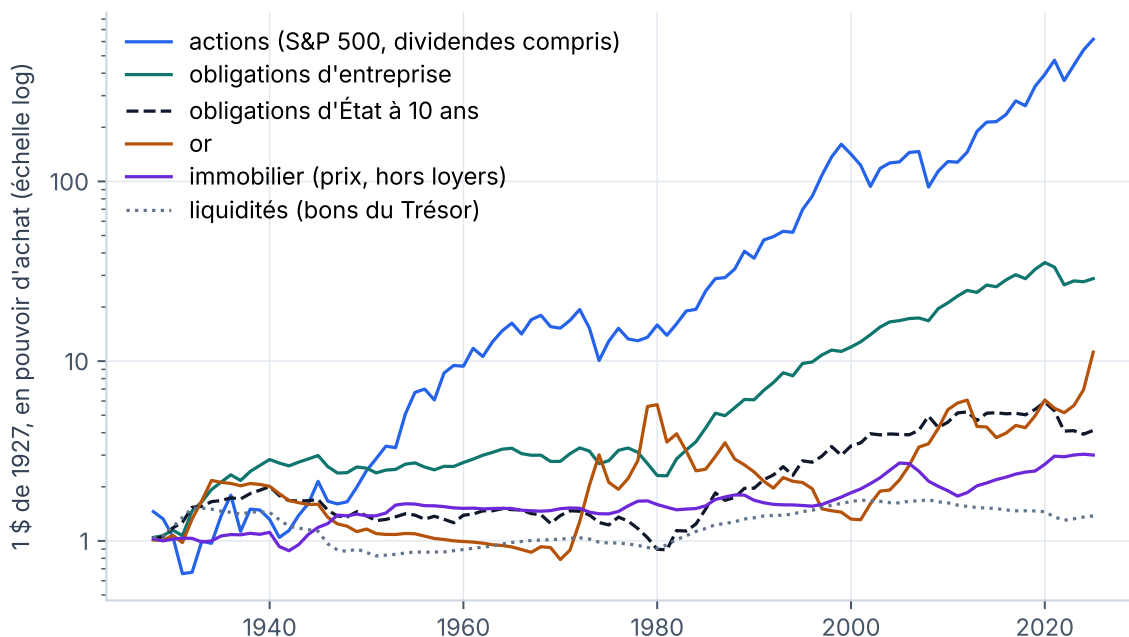
De 1928 à 2025, aux États-Unis, les actions ont rapporté 6,8 % par an après inflation, les obligations d'État 1,5 %, les liquidités, c'est-à-dire l'argent disponible placé sans risque à court terme, 0,3 %. Ce qui rapporte le plus est aussi ce qui fait le plus mal en route. Un Européen resté dans son pays a vécu un siècle plus dur. Et aucun placement courant n'est à la fois garanti et protégé de l'inflation : celui qui ne bouge pas perd lentement contre les prix.

Comment on mesure

Un rendement « réel » est ce qu'il reste une fois l'inflation retirée : c'est ce qu'on peut acheter de plus. Si un placement rapporte 5 % une année où les prix montent de 3 %, son rendement réel est d'environ 2 %. C'est le seul qui compte pour une famille, et c'est celui qu'utilise ce chapitre. De 1928 à 2025, l'inflation américaine a été de 3,0 % par an en moyenne.

Les actions sont des parts d'entreprises ; elles rapportent par la hausse de leur cours et par leurs dividendes. Une obligation est un prêt à un État ou à une entreprise, qui verse un intérêt fixe, le coupon, et rembourse à une date prévue, l'échéance. Les liquidités sont ici des bons du Trésor à trois mois : l'équivalent d'un livret.

Deux mesures du risque reviennent dans tout le livre. La pire année est la plus forte baisse sur une seule année civile. Le pire recul est la chute totale, du plus haut au plus bas, qui peut s'étaler sur plusieurs années : il est donc souvent plus profond. Le temps passé sous l'ancien plus haut dit combien d'années il a fallu attendre pour le retrouver.



Un dollar de 1927, en pouvoir d'achat, placé dans chaque classe d'actifs de 1928 à 2025. Échelle logarithmique : chaque ligne horizontale vaut dix fois la précédente, et une même hauteur représente la même multiplication. Sources : Aswath Damodaran (NYU Stern), séries annuelles ; inflation : bureau américain des statistiques du travail. Calculs du livre.

Un siècle en un tableau

Placement	Avant inflation	Après inflation	Pire année	Pire recul	Années sous le sommet
Actions (S&P 500, dividendes compris)	10,0 %	6,8 %	-38,1 %	-54,8 %	13 ans
Petites entreprises	12,0 %	8,7 %	-55,2 %	-81,6 %	13 ans
Obligations d'entreprise	6,6 %	3,5 %	-20,4 %	-30,1 %	16 ans
Obligations d'État à 10 ans	4,5 %	1,5 %	-22,8 %	-55,5 %	50 ans
Or	5,6 %	2,5 %	-38,1 %	-77,1 %	39 ans
Immobilier (prix seuls, hors loyers)	4,2 %	1,1 %	-16,7 %	-34,6 %	23 ans
Liquidités (bons du Trésor à 3 mois)	3,4 %	0,3 %	-15,0 %	-45,8 %	63 ans

États-Unis, 1928-2025. Rendements annuels moyens avant et après inflation ; pire année, pire recul et années sous le sommet après inflation. « Années sous le sommet » : fins d'année consécutives passées sous le précédent plus haut. Pour l'or, ces années datent du prix fixé par l'État (1935-1973). Tout est mesuré d'une fin d'année à l'autre : au jour le jour, les reculs ont été plus profonds. L'immobilier ne compte pas les loyers et ne se compare pas directement aux autres lignes. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

Les actions paient le plus, à condition d'attendre. 100 dollars de 1927 sont devenus 61 799 dollars en pouvoir d'achat de fin 2025. Mais elles ont fini 31 années sur 98 en perte après inflation, et leur pire recul atteint -54,8 % d'une fin d'année à l'autre. Au jour le jour, c'est pire : du 16 septembre 1929 au 1er juin 1932, dividendes compris et après inflation, le recul a été d'environ -80 % (estimation, annexe B).

Les obligations ne sont pas sans risque. Après inflation, celles de l'État américain ont connu un recul de -55,5 %, et sont restées 50 ans sous leur sommet : de la Seconde Guerre mondiale aux années 1980, l'inflation a rongé leurs intérêts. Leur pire année est récente : 2022.

Les liquidités ne protègent pas de l'inflation. Les bons du Trésor n'ont battu les prix que de 0,3 point par an. Leur pire recul de pouvoir d'achat atteint -45,8 %, et ils sont restés 63 ans sous leur sommet. On ne les voit jamais baisser sur un relevé ; la perte se lit sur le ticket de caisse. Ce sont des titres américains : le Livret A, lui, a gagné 30,5 % de pouvoir d'achat de 1991 à 2025 (chapitre 6).

L'or avait un prix fixé par l'État américain jusqu'en 1971 : ses rendements avant cette date ne disent presque rien, et les 39 ans sous le sommet du tableau datent de cette époque. Depuis 1972, il a rapporté 4,8 % par an après inflation, avec de très longues traversées : il a fini chaque année de 1981 à 2010 sous son sommet de 1980, après un recul de -77,1 %. Une seule année pèse lourd dans sa moyenne du siècle : 2025, à +62 % après inflation ; sans elle, l'or aurait rapporté 2,0 % par an sur le siècle au lieu de 2,5 %.

L'immobilier de ce tableau est un indice de prix des logements, c'est-à-dire une mesure de l'évolution des prix de vente, sans les loyers : il sous-estime beaucoup ce que gagne un propriétaire, qui touche un loyer ou n'en paie pas. On ne peut donc pas en conclure que la pierre rapporte moins que les obligations.

Les obligations de ces séries sont reconstituées à partir des taux d'intérêt, sans frais de fonds ni défauts de paiement ; les petites entreprises sont le dixième le plus petit de la cote, qu'aucun fonds ne reproduit exactement.

Les dividendes, la moitié oubliée

On cite souvent la Bourse par son indice de prix : « le CAC 40 (les 40 grandes entreprises françaises) est à tant ». Ce chiffre oublie les dividendes, que les entreprises versent chaque année et qu'un fonds capitalisant réinvestit. Sur le S&P 500, de janvier 1988 à octobre 2026, le prix seul a progressé de 9,2 % par an ; avec les dividendes réinvestis, de 11,5 %. Cet écart de 2,3 points de pourcentage par an fait la différence entre un capital multiplié par 30,5 et un capital multiplié par 68,4. Comparer un placement à un indice sans dividendes, c'est le flatter.

Les petites entreprises, plus de rendement, plus de vertige

Le dixième des plus petites sociétés cotées américaines a rapporté 8,7 % par an après inflation, contre 6,8 % pour les grandes. Ce surplus s'est payé cher : un recul de -81,6 % en pouvoir d'achat, une pire année à -55,2 % (1937), et 36 années de perte réelle sur 98. Pour une famille, elles ne sont pas nécessaires : un fonds monde en contient déjà une part.

Et pour un Européen ?

Ce siècle est américain, et le marché américain a été l'un des meilleurs du monde. Sur 1900-2024, les actions du monde entier ont rapporté 5,2 % par an après inflation, les obligations 1,7 % et les bons du Trésor 0,5 %, selon l'annuaire de Dimson, Marsh et Staunton (édition 2025). Sur les vingt-cinq dernières années, les actions mondiales n'ont rapporté que 3,5 % par an après inflation.

Un épargnant européen resté dans son pays a vécu pire. De 1900 à 2008, après inflation, les actions françaises ont rapporté 3,2 % par an ; les obligations d'État françaises ont perdu 0,2 % par an et les bons du Trésor 2,9 % par an, avec une inflation

de 7,3 % par an (Pfau, 2010, d'après Dimson, Marsh et Staunton). En Allemagne, les liquidités ont même fait mieux que les obligations d'État. Pour le Français de 1914, les placements réputés sûrs ont été ruineux : deux guerres et l'inflation ont dévoré l'épargne prêtée à l'État.

Pour la période récente, un fonds indiciel coté à Paris qui suit les actions des pays développés (l'indice MSCI World) a rapporté 13,2 % par an en euros, dividendes réinvestis, de juin 2009 à octobre 2026. Un fonds est une cagnotte commune : des milliers d'épargnants y mettent leur argent, un gérant l'investit pour eux, et chacun en détient des parts. Un fonds indiciel (on dit aussi ETF) achète toutes les actions d'un indice, c'est-à-dire d'un panier défini à l'avance ; il est coté, ce qui veut dire qu'on achète et vend ses parts en Bourse chaque jour de semaine, à un prix qu'on appelle le cours. Ce 13,2 % est flatteur : la période commence trois mois après le creux de 2009.

Les obligations d'État de la zone euro ont rapporté 2,4 % par an de 2008 à 2025 avant inflation, 0,8 % après. Leur pire recul, de -22,6 %, va de décembre 2020 à octobre 2023. Le 9 octobre 2026, elles affichaient encore un écart de -16,8 % avec leur sommet, alors que les prix français avaient monté de 15,2 % de décembre 2020 à décembre 2025 : de l'ordre de -28 % de pouvoir d'achat. Le revers de la médaille : le rendement d'un fonds obligataire sur sa durée dépend d'abord du taux d'intérêt au moment de l'achat, et ce taux a beaucoup monté. L'État américain empruntait à dix ans à 0,9 % fin 2020, à 5,2 % le 12 octobre 2026.

Le dollar et l'euro

Un épargnant européen qui achète des actions américaines, directement ou par un fonds monde, porte aussi le risque du dollar. Quand le dollar baisse face à l'euro, ses actions valent moins en euros, même si elles n'ont pas bougé à New York.



Le même indice S&P 500, dividendes compris, mesuré en dollars et converti en euros au cours du jour, de décembre 2003 à octobre 2026. Base 100 au départ : 100 placés au départ, la courbe montre ce qu'ils sont devenus. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.

De décembre 2003 à octobre 2026, l'indice a rapporté 11,2 % par an en dollars et 11,5 % en euros. L'effet s'est presque annulé parce que l'euro valait à peu près autant au début (1,20 dollar) qu'à la fin (1,12). Entre-temps, il est passé de 1,60 dollar en avril 2008 à 0,96 en septembre 2022, soit -40 %. Sur vingt ans, le change peut peser lourd ou presque rien ; personne ne le sait à l'avance. Il existe des versions de fonds qui neutralisent le dollar, dites « couvertes » ; elles coûtent des frais en plus. Pour un horizon long, ce livre ne les juge pas nécessaires : c'est un avis, pas un résultat testé ici.

QUE RETENIR

- Après inflation, sur un siècle américain : actions 6,8 %, obligations d'État 1,5 %, liquidités 0,3 % par an.
- Le rendement se paie en reculs : -54,8 % pour les actions d'une fin d'année à l'autre, bien plus au jour le jour.
- Aucun placement courant n'est à la fois garanti et protégé de l'inflation.
- Pour un Européen, attendez moins : 5,2 % par an pour les actions mondiales depuis 1900, 3,2 % pour un Français resté en France de 1900 à 2008.

Douze idées reçues passées au banc d'essai

DÉBUTANT

RÉSUMÉ

Chacune de ces phrases s'entend à un repas de famille. Chacune a été confrontée aux données : un siècle de chiffres américains, trente-cinq ans de Livret A et d'inflation française, dix-sept ans d'un fonds d'actions mondiales coté en euros. Certaines sont fausses, d'autres à moitié vraies. Le verdict vient toujours avec son chiffre, et avec ses limites.

MYTHE 1

« Le Livret A, au moins, protège mon épargne. »

Verdict : il protège du krach, et de l'inflation de justesse seulement. De 1991 à 2025, il a rapporté 0,8 % par an de plus que les prix : 1,6 % jusqu'en 2009, -0,2 % depuis. Ses 8 années de perte réelle sur 35 datent toutes d'après 2009 ; en 2022, son rendement après inflation a été de -4,2 %.

Le livret est le bon endroit pour le coussin de sécurité, pas pour l'avenir. Le chapitre 6 détaille pourquoi.

MYTHE 2

« La Bourse, c'est le casino. »

Verdict : faux sur la durée aux États-Unis, sans garantie ailleurs. Au casino, on perd en moyenne, et d'autant plus qu'on joue longtemps. En actions américaines, une année sur trois environ a fini en perte après inflation (31,6 % des années). Sur vingt ans, mesurées d'une fin d'année à l'autre et avant frais, aucune période de 1928 à 2025 n'a fini en perte réelle, et la moitié ont rapporté plus de 7,0 % par an après inflation.

Ce « jamais » tient à un fil. La pire période de vingt ans, celle qui part de 1929, n'a rapporté que 0,6 % par an. Avec 1 % de frais par an, 2,5 % des périodes de vingt ans auraient fini en perte. Celui qui avait tout acheté au sommet du 16 septembre 1929 avait encore, vingt ans plus tard, un rendement total de -7 % en pouvoir d'achat,

dividendes compris. Au Japon, vingt ans après la fin de 1989, l'indice avait varié de -72,9 %, dividendes non compris. Ce qui ressemble au casino, c'est d'acheter pour quelques semaines, sur une rumeur ; ce qui ressemble à l'investissement, c'est d'accepter des décennies d'incertitude, sans promesse.

MYTHE 3

« J'attends que ça baisse pour entrer. »

Verdict : attendre a coûté cher. Nous avons rejoué 200 € par mois dans les actions américaines, de janvier 1989 à octobre 2026. Celui qui attendait que la Bourse soit 10 % sous son plus haut de l'année avant d'acheter a fini avec 18,0 % de moins que celui qui achetait tous les mois, même avec un argent en attente rémunéré. Attendre une baisse de 20 % a coûté 36,8 % ; attendre une baisse de 5 %, presque rien (0,6 %).

Plus le seuil est profond, plus l'attente coûte. Le marché américain a passé 72 % des séances de ces trente-huit ans à moins de 10 % de son plus haut. Pendant qu'on attend la baisse, il monte, et la baisse attendue arrive souvent au-dessus du prix qu'on a refusé de payer.

MYTHE 4

« Quand ça baisse fort, mieux vaut sortir et revenir quand ça va mieux. »

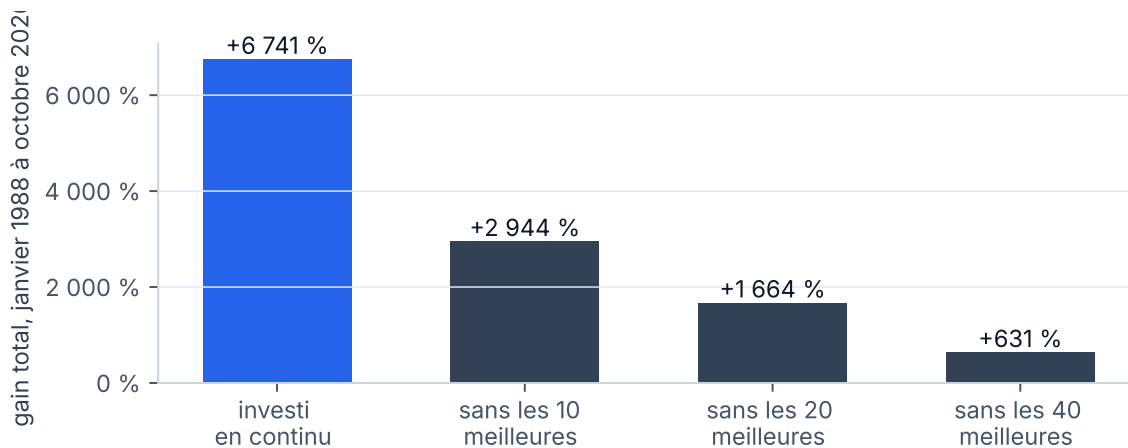
Verdict : faux pour la règle la plus courante. Vendre quand l'indice est 30 % sous son sommet, puis attendre qu'il retrouve ce sommet pour racheter, a rapporté 8,4 % par an de 1988 à 2026 aux États-Unis, contre 11,5 % pour celui qui n'a rien fait. Et le pire recul est à peine réduit : -47,3 % au lieu de -55,3 %.

Cette règle s'interdit tout le rebond, du creux au sommet : c'est ce que fait, sans se le dire, le vendeur qui attend « que ça aille mieux ». D'autres règles de retour existent ; aucune n'est testée ici. Le chapitre 11 en tire une règle de conduite, et cite ce que mesurent les études sur les épargnants réels.

MYTHE 5

« Rater quelques jours de Bourse, ce n'est rien. »

Verdict : c'est presque tout. De janvier 1988 à octobre 2026, les actions américaines dividendes compris ont gagné +6 741 %. Sans les dix meilleures séances (jours de Bourse) de ces trente-huit ans, le gain tombe à +2 944 %.



Gain total du S&P 500, dividendes compris, de janvier 1988 à octobre 2026 : investi en continu, puis en retirant les 10, 20 ou 40 meilleures séances. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.

Et ces séances ne préviennent pas : sur cette période, 19 des vingt meilleures ont eu lieu pendant une baisse de plus de 10 %, au moment où l'on a le plus envie d'être dehors. Ce test a une limite : rater les meilleures séances sans rater aucune des pires est aussi improbable que l'inverse. Il montre surtout que les grands rebonds sont collés aux grandes chutes.

MYTHE 6

« Les obligations, au moins, ne peuvent pas perdre. »

Verdict : faux. Après inflation, les obligations d'État américaines à 10 ans ont connu un recul de -55,5 %, et leur pire année est 2022. En 2022, les obligations d'État de la zone euro ont fini l'année à -18,4 %.

Une obligation garde sa valeur si on la garde jusqu'à son échéance et si l'émetteur rembourse. Un fonds d'obligations, lui, n'a pas d'échéance. Quand les nouveaux prêts paient plus d'intérêts, les anciens, qui paient moins, valent moins cher à la revente : le prix du fonds baisse.

MYTHE 7

« L'or, c'est la valeur refuge. »

Verdict : à moitié vrai. Il a parfois monté quand tout baissait. Depuis que son prix est libre, en 1972, il a rapporté 4,8 % par an après inflation, mais son pouvoir d'achat a connu un recul de -77,1 % et a fini 30 années d'affilée sous son sommet de 1980.

Sa moyenne doit beaucoup à une seule année, 2025 (+62 % après inflation). Un placement qui peut rester trente ans sous l'eau n'est pas un refuge pour l'argent dont on a besoin.

MYTHE 8

« La pierre, ça ne baisse jamais. »

Verdict : faux, même sans les loyers. L'indice des prix des logements américains a fini une année à -16,7 % (1941) et connu un recul de -34,6 % en tout, après inflation. Il a fini 23 années d'affilée sous son sommet.

Un logement occupé ou loué rapporte aussi un loyer, que cet indice ignore. La comparaison avec les actions n'est donc pas possible ici. Mais l'idée d'un prix qui ne baisse jamais est fausse.

MYTHE 9

« Avec un portefeuille prudent, on ne perd jamais beaucoup. »

Verdict : faux. Un portefeuille à 60 % d'actions et 40 % d'obligations, rééquilibré chaque année, a connu un recul de -35,2 % de son pouvoir d'achat aux États-Unis. En euros, le même dosage avec un fonds monde et des obligations de la zone euro a fini 2022 à -15,6 %.

Prudent veut dire « qui perd moins que les actions seules », pas « qui ne perd pas ». Le chapitre 5 montre ce que chaque dosage a fait vivre.

MYTHE 10

« Un ou deux pour cent de frais, c'est peu. »

Verdict : c'est beaucoup. Avec 300 € par mois pendant 25 ans à 6 % avant frais, des frais de 1,8 % par an coûtent 46 363 €, soit 22,7 % du capital qu'on aurait eu sans frais. Des frais de 0,2 % en coûtent 5 855.

MYTHE 11

« Un bon gérant, ça bat l'indice. »

Verdict : rarement, et on ne sait pas lequel à l'avance. Sur les quinze ans terminés fin 2025, 88 % des fonds d'actions américaines gérés activement, c'est-à-dire dont un gérant choisit les actions pour essayer de battre l'indice, ont fait moins bien que le S&P 500 (étude SPIVA de S&P Dow Jones Indices).

Les frais en expliquent une bonne part. Un fonds indiciel ne cherche pas à battre le marché : il le suit, à bas coût, et fait ainsi mieux que la plupart.

MYTHE 12

« Rééquilibrer son portefeuille fait gagner plus. »

Verdict : non, il sert à autre chose. Rééquilibrer veut dire revenir au dosage choisi, en vendant ce qui a monté ou en dirigeant les versements vers ce qui a baissé. Un portefeuille 60/40 en fonds américains de 2002 à 2026 a rapporté 8,5 % par an rééquilibré chaque année, et 9,4 % laissé à lui-même.

Le portefeuille jamais rééquilibré a gagné plus parce qu'il a dérivé vers les actions. Sur un siècle, un 60/40 laissé à lui-même finit à 99,6 % d'actions : ce n'est plus le portefeuille prudent qu'on avait choisi. Le rééquilibrage garde le risque qu'on a décidé de prendre. C'est sa seule mission.

QUE RETENIR

- Rien n'est sans risque : livret, obligations, or et pierre ont tous perdu de la valeur réelle pendant des années.
- Sur vingt ans, les actions américaines n'ont presque jamais fini en perte après inflation, de justesse en 1929 et avant frais ; sur un an, une fois sur trois.
- Attendre la baisse, sortir pendant la baisse, rater les rebonds : trois façons de perdre le rendement des actions.
- Les frais et le dosage se décident une fois ; ils pèsent ensuite chaque année.

II • Le temps et le risque

Le temps qui travaille

DÉBUTANT • INTERMÉDIAIRE

RÉSUMÉ

Le temps fait deux choses pour l'épargnant. Il multiplie l'argent, parce que les gains produisent à leur tour des gains. Et il réduit la fréquence des pertes : une année sur trois en perte pour les actions américaines, aucune période de vingt ans, de justesse et avant frais. Mais certains marchés ont mis plus de trente ans à retrouver leur sommet. Le temps aide celui qui diversifie et qui peut attendre ; il ne garantit rien.

Les intérêts composés, en chiffres

Placer 10 000 € à 5 % par an, c'est gagner 500 € la première année. La deuxième, on gagne 5 % sur 10 500 € : 525 €. Les gains produisent des gains, et l'écart grandit avec les années. C'est ce qu'on appelle les intérêts composés.

10 000 € placés à	Après 10 ans	Après 20 ans	Après 30 ans	Doublement en
2 % par an	12 190 €	14 859 €	18 114 €	35,0 ans
5 % par an	16 289 €	26 533 €	43 219 €	14,2 ans
7 % par an	19 672 €	38 697 €	76 123 €	10,2 ans
10 % par an	25 937 €	67 275 €	174 494 €	7,3 ans

Calcul d'école, avant impôt et avant inflation : un taux constant n'existe pas en Bourse, ces chiffres montrent seulement la mécanique.

À 7 % plutôt qu'à 2 %, le capital final après trente ans est 4,2 fois plus gros. Et chaque décennie ajoutée pèse plus que la précédente : commencer tôt compte plus que placer beaucoup.

LE CAS DE SAMI

Sami peut placer 300 € par mois. S'il le fait pendant 25 ans et que son placement rapporte 7 % par an en moyenne (une hypothèse, pas une promesse), il aura versé 90 000 € et disposera de 244 439 € avant impôt et avant inflation. 63 % de cette somme viendra des gains, pas de ses versements. Ce sont des euros de dans vingt-cinq ans : si les prix montent de 2 % par an, chacun d'eux n'achètera que ce qu'achètent 0,61 € aujourd'hui.

Combien mettre de côté chaque mois ?

Le calcul se fait aussi à l'envers : pour réunir une somme à une date, combien verser chaque mois ? Le tableau suivant le donne pour 100 000 €, selon la durée et le rendement supposé. Pour un autre objectif, on proportionne : 50 000 € demandent la moitié.

Pour réunir 100 000 € en	À 3 % par an	À 5 % par an	À 7 % par an
10 ans	714 €	641 €	574 €
15 ans	439 €	373 €	314 €
20 ans	304 €	242 €	191 €
25 ans	224 €	167 €	123 €

Versement mensuel nécessaire, en début de mois, avant impôt. 3 % correspond à un placement prudent, 7 % à un portefeuille surtout en actions sur longue période : ce sont des hypothèses, pas des promesses. Sur vingt ans, les actions américaines ont rapporté de 0,6 % à 13,2 % par an après inflation selon l'année de départ : un plan calculé à 7 % peut finir loin de sa cible.

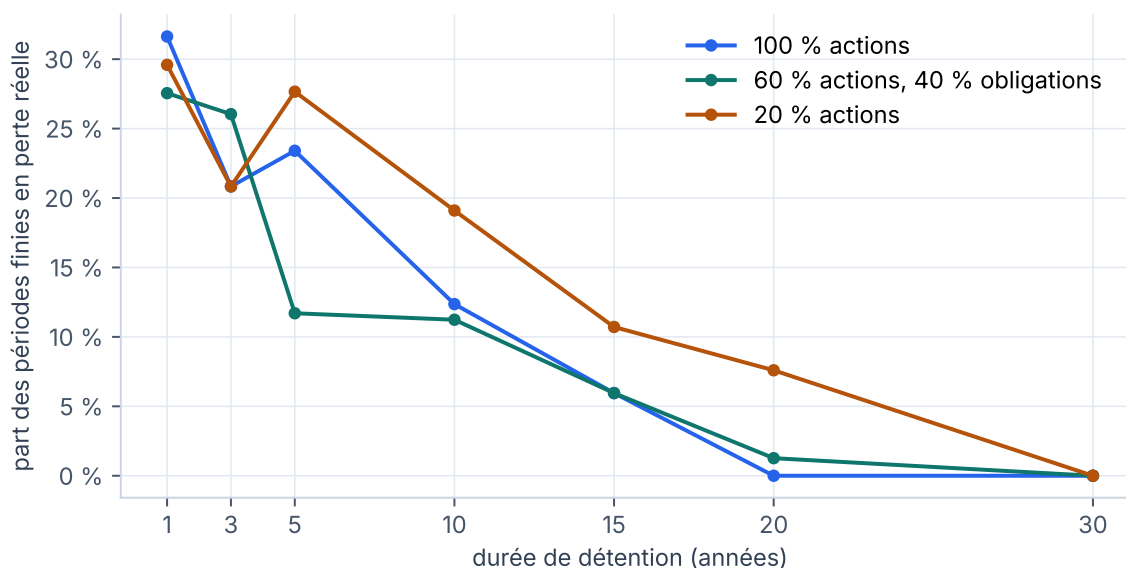
Pour réunir 100 000 € d'aujourd'hui, et non 100 000 € de dans vingt ans, lisez les colonnes 3 % et 5 % comme des rendements après inflation, l'hypothèse raisonnable pour un portefeuille surtout en actions au vu du chapitre 2 : sur vingt ans, il faut alors verser entre 242 € et 304 € par mois. Si l'objectif ne peut pas attendre, prenez la colonne 3 %.

NOUS CORRIGEONS NOS PROPRES ARTICLES

Deux articles pédagogiques de notre site affichaient des calculs faux. L'un annonçait environ 72 000 € pour 50 € par mois pendant 18 ans à 7 % ; le bon chiffre est 21 662 € (versement en début de mois, intérêts calculés chaque mois). L'autre annonçait 566 765 € pour 300 € par mois pendant 40 ans à 7 % ; c'est 792 037 €. La leçon vaut pour tous les simulateurs : refaites le calcul, ou demandez la formule.

Plus on garde longtemps, moins on a perdu souvent

La question qui compte n'est pas « combien ça rapporte en moyenne », mais « quelle chance ai-je de perdre, si je garde mon argent placé un, cinq, dix ou vingt ans ». Pour y répondre, on regarde toutes les périodes possibles de 1928 à 2025 : toutes les années, toutes les périodes de cinq ans, de dix ans, et ainsi de suite. Puis on compte celles qui ont fini en perte après inflation.



Part des périodes terminées en perte après inflation, selon leur durée et le dosage du portefeuille (actions américaines et obligations d'État à 10 ans, rééquilibré chaque année), 1928-2025. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

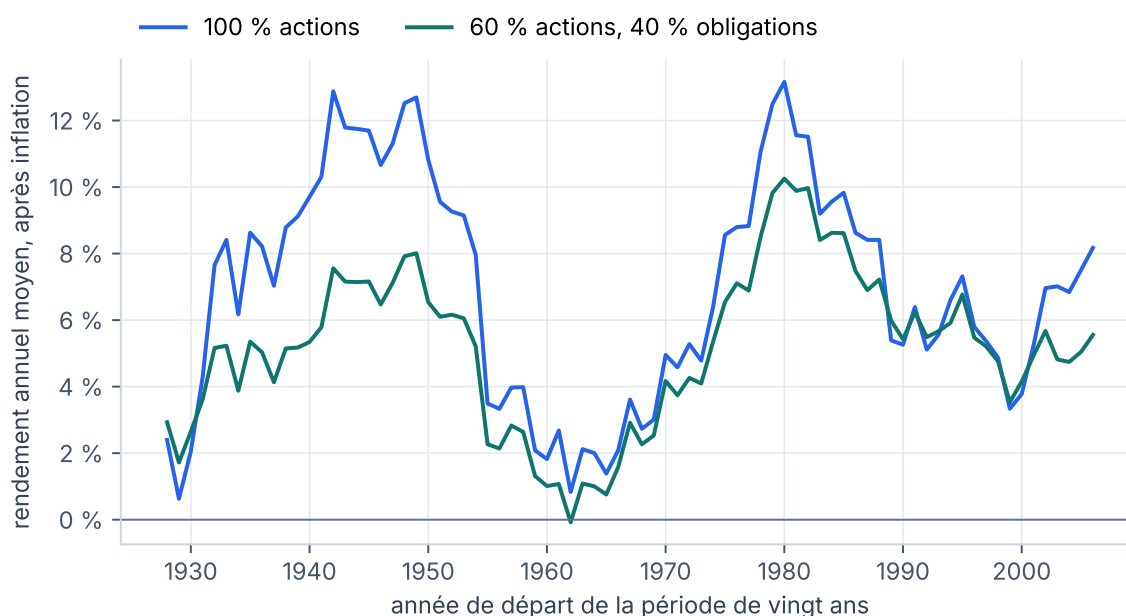
Durée	Actions : en perte	Actions : pire cas	60/40 : en perte	60/40 : pire cas	20/80 : en perte
1 an	32 %	-38,1 %	28 %	-24,1 %	30 %
3 ans	21 %	-23,3 %	26 %	-11,0 %	21 %
5 ans	23 %	-10,3 %	12 %	-5,4 %	28 %
8 ans	15 %	-5,1 %	13 %	-3,3 %	23 %
10 ans	12 %	-3,8 %	11 %	-2,7 %	19 %
15 ans	6 %	-0,5 %	6 %	-1,1 %	11 %
20 ans	0 %	0,6 %	1 %	-0,1 %	8 %

« Actions » : 100 % actions ; « 60/40 » : 60 % actions, 40 % obligations ; « 20/80 » : 20 % actions. « En perte » : part des périodes terminées sous leur point de départ, après inflation. « Pire cas » : le plus mauvais rendement annuel moyen observé sur la durée ; positif, il veut dire que même la pire période a gagné. États-Unis, 1928-2025, fins d'année, avant frais. Les périodes se chevauchent : ces pourcentages décrivent l'histoire, ils ne mesurent pas une probabilité.

Sur un an, tout peut arriver, même au portefeuille prudent. La fréquence des pertes fond ensuite avec la durée, mais lentement : sur huit ans, les actions seules ont encore fini en perte réelle 15 % des fois, au pire -34,4 % en tout. Aux États-Unis,

elles n'ont jamais fini une période de vingt ans en perte réelle, mesurée d'une fin d'année à l'autre et avant frais ; avec 1 % de frais par an, 2,5 % de ces périodes auraient fini en perte. La pire décennie pour les actions a commencé en 1929 : -3,8 % par an pendant dix ans, après inflation.

Ajouter des obligations a surtout réduit l'ampleur des pertes, pas leur fréquence. Sur trois ans, le 60/40 a fini en perte réelle plus souvent que les actions seules (26 % des périodes contre 21 %), mais au pire de -29,5 % en tout, contre -54,8 %. Et le portefeuille presque sans actions n'est pas le plus sûr sur longue période : à 20 % d'actions, 8 % des périodes de vingt ans ont fini en perte réelle, parce que l'inflation a rongé les obligations des années 1940 à 1980.



Rendement annuel moyen, après inflation, de chaque période de vingt ans selon son année de départ, de 1928 à 2006. Actions américaines dividendes compris, et portefeuille 60/40 rééquilibré chaque année. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

Les vingt ans les plus favorables aux actions ont commencé en 1980 : 13,2 % par an après inflation. Les plus mauvais ont commencé en 1929, à la veille du krach : 0,6 % par an. L'écart entre ces deux générations d'épargnants ne tient qu'à leur date de départ ; c'est pourquoi un plan doit fonctionner dans le mauvais scénario, pas seulement dans la moyenne.

Attention : vingt ans, ce n'est pas une loi

Ces chiffres viennent du marché américain, l'un des meilleurs du siècle. D'autres marchés ont connu des traversées bien plus longues. Le tableau suivant mesure le temps mis par trois indices pour retrouver leur sommet. Ce sont des indices de prix, sans les dividendes : avec eux, l'attente aurait été plus courte, mais elle reste longue.

Indice	Sommet	Chute	Sommet retrouvé	Attente
Japon (Nikkei 225)	29 décembre 1989	-81,9 %	22 février 2024	34,1 ans
États-Unis (S&P 500)	16 septembre 1929	-86,2 %	22 septembre 1954	25,0 ans
France (CAC 40)	4 septembre 2000	-65,3 %	2 novembre 2021	21,2 ans

Cours de clôture quotidiens ; indices de prix sans dividendes, avant inflation ; chute jusqu'au creux.

Dividendes compris, après inflation et en fin d'année, le marché américain n'est jamais resté plus de 13 ans sous un ancien sommet (chapitre 2) : ce tableau surestime l'attente américaine. L'attente japonaise, elle, reste de plusieurs décennies. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.

L'investisseur japonais de 1989 a attendu trente-quatre ans. Rien ne garantit qu'un tel scénario n'arrivera pas ailleurs. Diversifier les pays et continuer de verser pendant les baisses réduisent ce risque ; ils ne le suppriment pas. Un Japonais qui versait la même somme chaque mois dans son indice à partir de janvier 1990 a vu son épargne valoir 0,69 fois ce qu'il avait versé en décembre 2012 (prix seuls) ; il est resté sous ses versements 244 mois sur 442, jusqu'en septembre 2013. Et un fonds monde, américain à 70 %, dépend d'abord d'un seul pays.

POUR ALLER PLUS LOIN

On étudie le pays qui a gagné, pas ceux qui ont perdu : c'est le biais du survivant, appliqué à un pays entier. Les actions mondiales ont fait 5,2 % par an après inflation de 1900 à 2024 (Dimson, Marsh et Staunton, édition 2025), contre 6,8 % pour le S&P 500 de 1928 à 2025 dans nos données. Les fréquences de ce chapitre sont donc optimistes pour un portefeuille mondial ; elles reposent surtout sur peu de périodes indépendantes : moins de cinq périodes de vingt ans qui ne se chevauchent pas.

QUE RETENIR

- Les gains produisent des gains : commencer tôt compte plus que placer beaucoup.
- Sur un an, une période sur trois finit en perte pour les actions ; sur vingt ans, presque aucune aux États-Unis depuis 1928, et pas toutes ailleurs.
- Ce n'est pas une loi : le Japon a attendu 34,1 ans. Diversifier les pays et continuer de verser réduisent ce risque sans le supprimer.
- Un argent dont on a besoin dans moins de trois ans n'a rien à faire en actions ; entre trois et huit ans, peu.

Les reculs : ce que vit un portefeuille

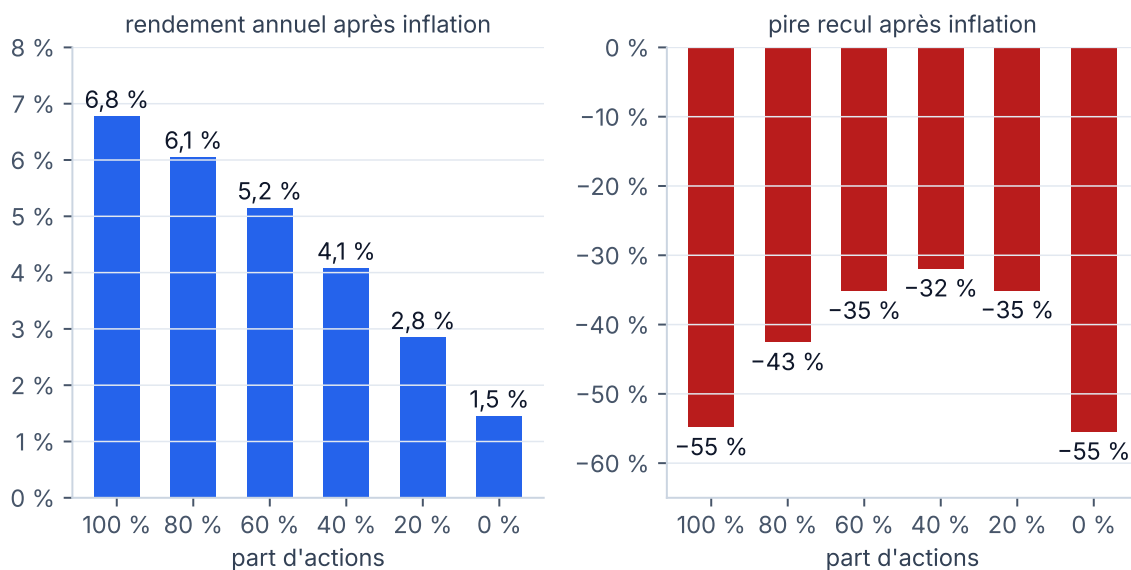
DÉBUTANT • INTERMÉDIAIRE

RÉSUMÉ

Le dosage entre actions et obligations décide de deux choses : ce que le portefeuille rapporte, et ce qu'il fait vivre en route. Sur un siècle américain, passer de 100 % à 60 % d'actions a coûté 1,6 point de rendement par an après inflation, et le pire recul est passé de -54,8 % à -35,2 %. Le bon dosage est celui qu'on peut garder pendant la pire baisse, sans vendre.

Le dosage, un siècle de recul

On compare ici six portefeuilles, du plus offensif (100 % actions) au plus défensif (100 % obligations d'État). Chacun est rééquilibré une fois par an, c'est-à-dire ramené à son dosage de départ. Tous les chiffres sont après inflation, sauf la première colonne.



À gauche, le rendement annuel moyen après inflation ; à droite, le pire recul après inflation, mesuré d'une fin d'année à l'autre. Actions américaines (S&P 500, dividendes compris) et obligations d'État à 10 ans, rééquilibrées chaque année, 1928-2025. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

Part d'actions	Avant inflation	Après inflation	Pire année	Pire recul	Années sous le sommet
100 %	10,0 %	6,8 %	-38,1 % (1931)	-54,8 %	13 ans
80 %	9,3 %	6,1 %	-30,0 % (1937)	-42,6 %	11 ans
60 %	8,3 %	5,2 %	-24,1 % (1974)	-35,2 %	12 ans
40 %	7,2 %	4,1 %	-22,9 % (2022)	-31,9 %	12 ans
20 %	6,0 %	2,8 %	-22,9 % (2022)	-35,1 %	13 ans
0 %	4,5 %	1,5 %	-22,8 % (2022)	-55,5 %	50 ans

Rendements annuels moyens avant et après inflation ; pire année, pire recul et années sous le sommet (fins d'année consécutives sous le précédent plus haut) après inflation. États-Unis, 1928-2025, fins d'année : au jour le jour, les reculs ont été plus profonds. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

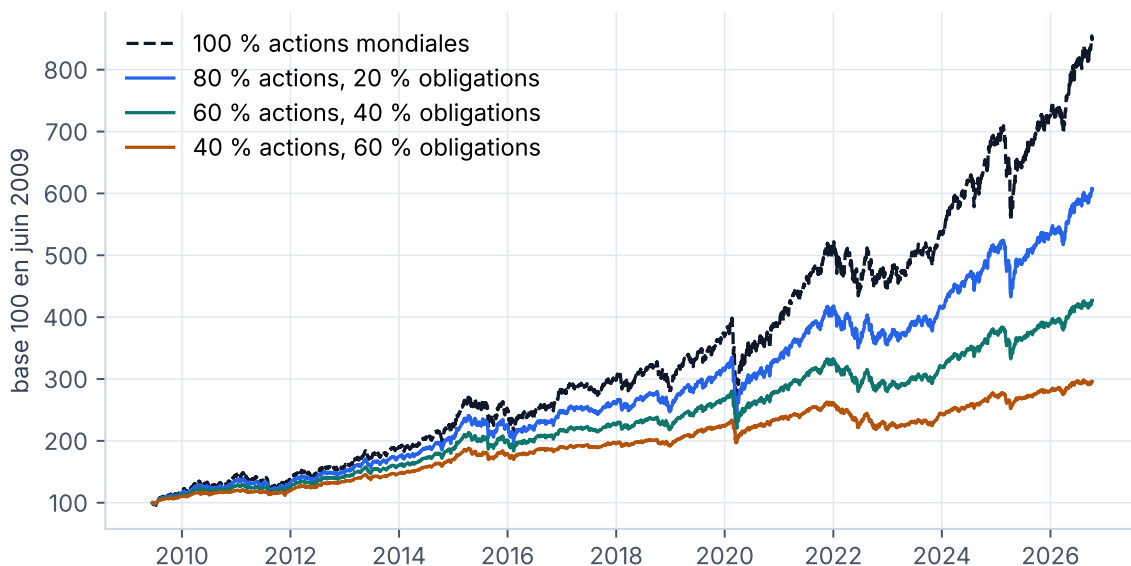
Le tableau dit une chose simple : chaque tranche d'obligations retire un peu de rendement et un peu de douleur. Et il en dit une moins attendue : le portefeuille sans aucune action n'est pas le plus calme sur longue période. Son pouvoir d'achat a connu un recul de -55,5 % et a mis 50 ans à s'en remettre, parce que l'inflation des années 1940 à 1980 a rongé les intérêts fixes. Le dosage le plus « sûr », mesuré par le pire recul réel, se situe autour de 40 % d'actions. Ce n'est pas le meilleur pour vingt ans : il a rapporté 4,1 % par an après inflation, contre 6,1 % à 80 % d'actions.

En euros, depuis 2009

Pour un épargnant de la zone euro, on peut refaire l'exercice sur une période plus courte : un fonds indiciel d'actions mondiales coté à Paris, et un fonds d'obligations d'État de la zone euro, rééquilibrés chaque année.

Portefeuille en euros (juin 2009 à octobre 2026)	Par an	Pire recul	Année 2022
100 % actions mondiales	13,2 %	-33,6 %	-13,7 %
80 % actions, 20 % obligations	11,0 %	-27,6 %	-14,7 %
60 % actions, 40 % obligations	8,7 %	-21,5 %	-15,6 %
40 % actions, 60 % obligations	6,5 %	-17,1 %	-16,5 %

Avant inflation, dividendes et coupons réinvestis, cours de clôture quotidiens. Actions : Amundi MSCI World (Paris) ; obligations : Xtrackers obligations d'État zone euro, un fonds qu'on trouve en compte-titres ou dans certains contrats d'assurance-vie, pas dans un PEA. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.



Quatre dosages en euros, rééquilibrés chaque année, de juin 2009 à octobre 2026 : fonds indicel actions mondiales coté à Paris et fonds d'obligations d'État de la zone euro. Base 100 au départ. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.

Le pire recul des portefeuilles offensifs date de mars 2020, au plus fort de la pandémie : il a été effacé en moins d'un an. Celui du portefeuille défensif date de décembre 2022, quand actions et obligations ont baissé ensemble : il a fallu attendre septembre 2024 pour le retrouver. Les obligations ont amorti la chute de 2020, quand la Bourse plongeait parce que l'économie s'arrêtait ; elles n'ont pas amorti 2022, quand les prix flambaient et que les taux montaient.

Cette période de dix-sept ans commence juste après le creux de 2009 et n'a connu aucune longue baisse des actions : ses rendements sont flatteurs. Retenez les écarts entre dosages, pas les niveaux.

Vivre une baisse, de l'intérieur

Un pourcentage ne dit pas ce qu'on ressent. Voici les deux pires moments du portefeuille à 80 % d'actions en euros, et du portefeuille à 40 %, racontés avec leurs dates.

- **2020, le krach éclair.** Le portefeuille à 80 % atteint un sommet le 19 février 2020. Un mois plus tard, le 23 mars 2020, il affiche -27,6 %. Il retrouve son sommet le 7 janvier 2021. Celui qui a vendu en mars a dû choisir seul le moment de revenir.
- **2022, la lente glissade.** Le portefeuille à 40 %, réputé prudent, culmine le 22 novembre 2021. Actions et obligations baissent ensemble pendant treize mois, jusqu'au 30 décembre 2022 : -17,1 %. Il ne retrouve son niveau que le 24 septembre 2024. Moins violent que 2020, plus long, et plus déroutant pour qui pensait que les obligations protègent toujours.

Les deux épisodes enseignent la même chose : on ne sait jamais, au milieu d'une baisse, ni quand elle finira ni jusqu'où elle ira. Dans ces deux épisodes, celui qui n'a rien vendu a retrouvé son niveau en euros moins de trois ans après le sommet, plus tard en pouvoir d'achat. Celui qui a vendu au creux a, lui, rendu la perte définitive. D'autres baisses ont duré bien plus longtemps (chapitre 4).

Choisir son dosage : la perte qu'on peut regarder

Le bon dosage n'est pas celui qui rapporte le plus sur le papier. C'est celui qu'on garde pendant la pire baisse sans vendre. Un portefeuille à 100 % d'actions vendu à chaque krach perd une grande partie de son avance : le chapitre 11 le mesure.

Un test simple : imaginez votre épargne de long terme coupée de moitié, ou pire, pendant deux ans, sans savoir quand elle remontera. Si vous pouvez regarder ce chiffre sans rien changer, les actions peuvent dominer. Sinon, ajoutez du fonds en euros ou des obligations jusqu'à ce que la perte imaginée soit supportable. Les repères du siècle américain, après inflation et d'une fin d'année à l'autre : 100 % d'actions ont connu au pire un recul de -55 % ; 80 %, de -43 % ; 60 %, de -35 % ; 40 %, de -32 %. Prenez la ligne qui vous laisse dormir, en sachant qu'au jour le jour, c'est plus profond.

LE CAS DE CLAIRE ET JULIEN

Leur épargne de long terme ne servira pas avant quinze ans. Ils choisissent 80 % d'actions mondiales et 20 % de fonds en euros. Ce dosage n'a pas d'équivalent testé : le fonds en euros n'a pas d'historique long. Avec des obligations d'État américaines à sa place, un 80/20 a connu au pire un recul de -42,6 % de pouvoir d'achat ; en euros depuis 2009, avec des obligations de la zone euro, -27,6 % avant inflation. Un fonds en euros ne baisse pas sur le relevé : leur perte aurait été un peu moindre, et ces chiffres sont un majorant. Ils écrivent sur une feuille trois phrases : « Nous ne vendons aucune action pendant une baisse. Nous continuons nos versements. Nous ne décidons rien avant la revue de janvier. » Ils la glissent dans le dossier des papiers.

QUE RETENIR

- Chaque tranche d'obligations coûte un peu de rendement et retire un peu de douleur.
- Zéro action n'est pas zéro risque : avec l'inflation, les obligations seules ont connu un recul de -55,5 %.
- Les obligations amortissent les krachs, pas l'inflation : 2022 l'a rappelé.
- Le bon dosage est celui qu'on garde pendant la pire baisse. Écrivez-le à froid.

L'inflation et le livret : le rendement qui compte

DÉBUTANT

RÉSUMÉ

De fin 1990 à fin 2025, les prix ont monté de 77 % en France. 100 € gardés sous le matelas n'achètent plus que ce qu'achetaient 56,5 €. Le Livret A a fait un peu mieux que les prix, 0,8 % par an, avec 8 années de perte réelle sur 35. C'est un excellent coussin. Ce n'est pas un placement pour l'avenir.

L'inflation, une perte qu'on ne voit pas

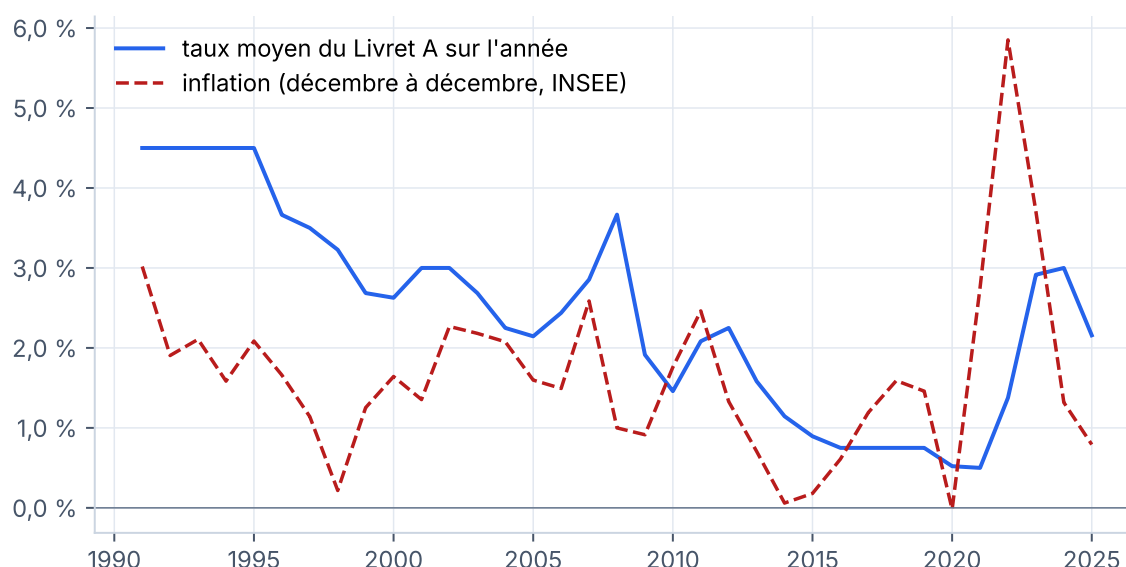
L'inflation est la hausse générale des prix. Quand elle est de 2 % par an, il faut 102 € pour acheter ce qui coûtait 100 € l'année précédente. On ne la voit pas sur un relevé de compte : le solde ne baisse jamais. Elle se lit sur le ticket de caisse, des années plus tard.

Inflation annuelle	Ce que valent 100 € après 20 ans
2 %	67,3 €
3 %	55,4 €
5 %	37,7 €

Pouvoir d'achat de 100 € qui ne rapportent rien. Calcul d'école.

De fin 1990 à fin 2025, l'inflation française mesurée par l'INSEE a cumulé 77,1 %. Elle a été faible pendant trente ans, puis elle a bondi : 5,9 % de décembre 2021 à décembre 2022, 3,7 % l'année suivante.

Le Livret A, trente-cinq ans de comptes



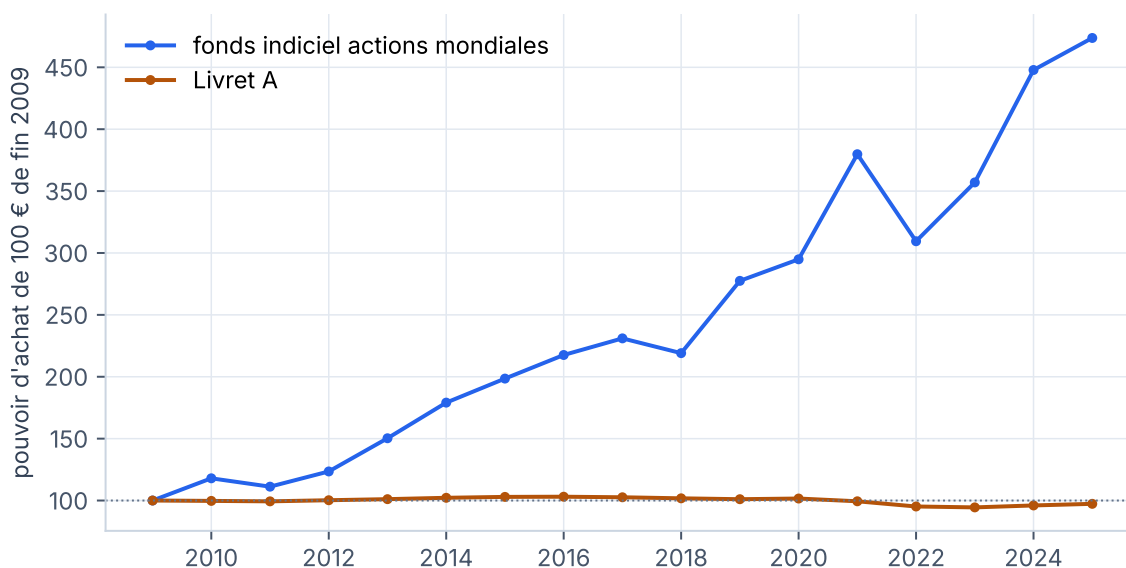
Taux moyen du Livret A sur chaque année civile et inflation française de décembre à décembre, 1991-2025. Sources : taux publiés au Journal officiel ; INSEE (indice des prix à la consommation, ensemble des ménages). Calculs du livre.

Le Livret A est garanti, disponible tout de suite et sans impôt. Son taux est revu en février et en août : il suit à peu près les prix, avec retard, et ne descend jamais sous 0,5 % (une formule le calcule, la Banque de France propose, le gouvernement décide). De 1991 à 2025, il a rapporté 0,8 % par an de plus que l'inflation : 30,5 % de pouvoir d'achat en trente-cinq ans. Mais 8 années sur 35, l'inflation a été plus forte que son taux, et la pire, 2022, a fini à -4,2 % en pouvoir d'achat.

Comparé aux actions, l'écart est vertigineux sur la période récente.

Gain de pouvoir d'achat, inflation française déduite	2010-2025	2016-2025
Livret A	-2,7 %	-5,4 %
Fonds indicel actions mondiales (en euros)	+373,7 %	+138,6 %

Années civiles complètes. Le fonds monde (Amundi MSCI World, coté à Paris) n'existe que depuis juin 2009. Cette période a été exceptionnelle pour les actions ; elle ne se répétera pas forcément. Sources : Journal officiel, INSEE, Yahoo Finance. Calculs du livre.



Pouvoir d'achat de 100 € placés fin 2009 sur un Livret A ou dans un fonds indiciel d'actions mondiales coté à Paris, année par année jusqu'à fin 2025, inflation française déduite. Le fonds a connu des années de baisse, en 2011, 2018 et 2022. Sources : Journal officiel, INSEE, Yahoo Finance. Calculs du livre.

Cette comparaison est injuste dans deux sens : le livret ne peut pas perdre en euros, les actions si ; et le livret est net d'impôt, quand les gains du fonds monde paient au moins les prélèvements sociaux (chapitre 7). Le livret sert à ce qu'il fait bien (le coussin de sécurité, l'argent dont on a besoin bientôt). Le problème commence quand tout le patrimoine d'une famille y dort pendant vingt ans.

Et le fonds en euros ?

Le fonds en euros d'une assurance-vie garantit le capital en euros, aux conditions du contrat. Lisez-les : certains contrats prélèvent leurs frais de gestion même les années où le fonds ne rapporte rien, si bien que le capital garanti peut finir sous les versements. La garantie repose sur la solidité de l'assureur ; s'il fait faillite, un fonds de garantie rembourse jusqu'à 70 000 € par assuré et par assureur. En cas de crise, la loi permet de limiter les retraits pendant trois mois, renouvelables jusqu'à six.

Investi surtout en obligations, il ne baisse pas sur le relevé, parce que l'assureur lisse ses résultats d'une année sur l'autre. La perte arrive autrement : en rendements plus faibles que l'inflation. Selon l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), qui surveille banques et assureurs, son rendement moyen a été de 1,28 % en 2020, puis de 2,60 % en 2023, 2,63 % en 2024 et 2,65 % en 2025, nets de frais de gestion mais avant prélèvements sociaux. En 2023, les prix ont monté de 4,9 % en moyenne sur l'année (3,7 % de décembre à décembre) : cette année-là, le fonds en euros a perdu en pouvoir d'achat, comme le livret.

Il joue dans un portefeuille de famille le rôle de la partie stable, celle qui ne recule pas sur le relevé. Le chapitre 8 en fait l'amortisseur de la poche « projets ».

Que faire de l'argent qui dort ?

Beaucoup de familles ont plus sur leurs livrets que leur coussin de sécurité. La méthode pour le remettre au travail tient en trois étapes, et elle ne demande pas de tout bouger d'un coup.

- 1 Calculer le coussin (trois à six mois de dépenses) et le laisser sur les livrets.
- 2 Mettre de côté l'argent des projets prévus dans les trois à huit ans : surtout du fonds en euros, avec d'autant moins d'actions que l'échéance approche, et plus aucune à trois ans (chapitre 8).
- 3 Placer le reste, celui dont on n'aura pas besoin avant huit ans, dans la poche de long terme du chapitre 8. D'un coup ou en douze mois : le chapitre 9 compare les deux.

POUR ALLER PLUS LOIN

Le siècle américain dit la même chose que trente-cinq ans de Livret A : de 1928 à 2025, les bons du Trésor, l'équivalent d'un livret, ont rapporté 0,3 % par an après inflation, ont connu un recul de -45,8 % de leur pouvoir d'achat et sont restés 63 ans sous leur sommet réel. Comme sa formule regarde l'inflation passée, le taux du livret la suit avec retard : quand elle accélère, comme en 2022, l'épargnant perd d'abord, et le taux ne rattrape qu'ensuite.

Aucun placement courant n'est à la fois garanti en euros et protégé de l'inflation. Les obligations d'État indexées sur l'inflation, que l'Agence France Trésor émet depuis 1998, s'en approchent : leur capital et leur coupon suivent les prix, en échange d'un taux d'intérêt plus bas. Gardées jusqu'à l'échéance, elles protègent le pouvoir d'achat ; achetées par un fonds, elles ont un prix qui varie. Ce livre ne les a pas testées.

QUE RETENIR

- L'inflation ne se voit pas sur le relevé : elle se lit sur le ticket de caisse. 100 € gardés sans intérêts fin 1990 n'en valaient plus que 56,5 fin 2025.
- Le Livret A a battu l'inflation de justesse : 0,8 % par an depuis 1991, avec 8 années de perte réelle.
- Livret et fonds en euros sont faits pour la sécurité et les projets proches, pas pour vingt ans.
- Ce qui doit grandir longtemps doit être placé dans ce qui bat l'inflation sur longue période.

III · Construire et tenir

Enveloppes et frais : ce qui reste vraiment

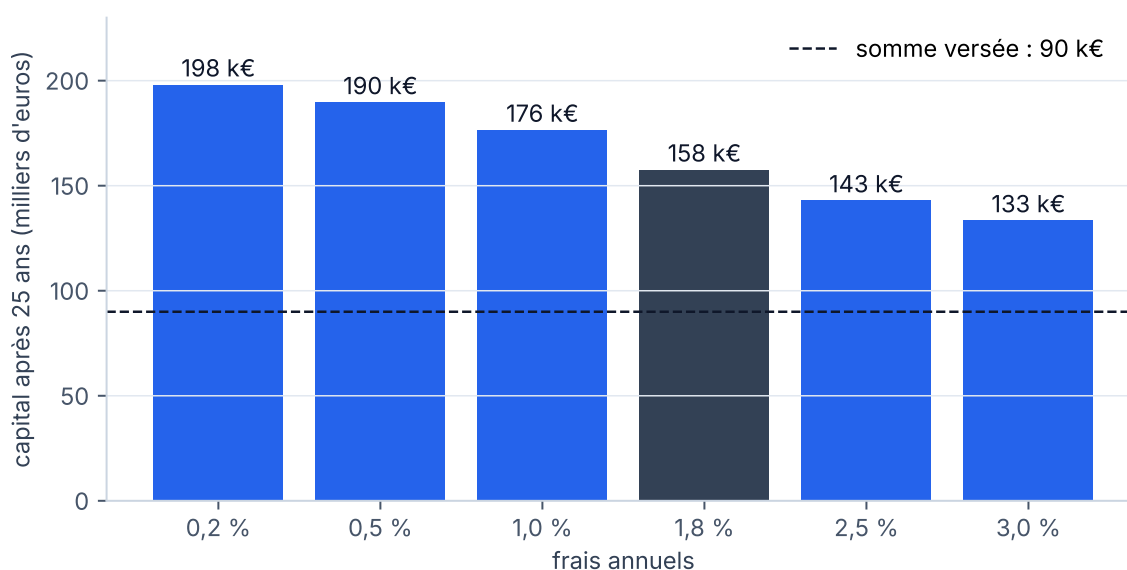
INTERMÉDIAIRE

RÉSUMÉ

Deux décisions prises une seule fois pèsent sur chaque année de placement : les frais et l'enveloppe. Avec 300 € par mois pendant 25 ans, 1,8 % de frais coûtent 46 363 € ; 0,2 % en coûtent 5 855. Et le même placement, logé dans un plan d'épargne en actions plutôt que dans un compte-titres, laisse 7 346 € de plus au bout de vingt ans, si les règles ne changent pas. Règles françaises en vigueur le 13 octobre 2026.

Les frais, l'ennemi qui ne dort jamais

Un rendement de marché se partage entre trois personnes : vous, celui qui gère, et le fisc. Les frais se prélèvent chaque année, que le marché monte ou baisse, et ils se composent comme les gains : un point de frais en moins, c'est un point qui travaille pour vous pendant des décennies.



Capital après 25 ans de versements de 300 € par mois, à 6 % par an avant frais, selon le niveau des frais annuels. Calcul d'école, avant impôt et avant inflation.

Frais annuels	Capital après 25 ans	Manque à gagner	En part du capital sans frais
0,2 %	198 019 €	5 855 €	2,9 %
0,5 %	189 591 €	14 284 €	7,0 %
1,0 %	176 436 €	27 438 €	13,5 %
1,8 %	157 511 €	46 363 €	22,7 %
2,5 %	142 864 €	61 010 €	29,9 %

Versements de 90 000 € au total. 0,2 % : l'ordre de grandeur d'un fonds indiciel bon marché ; 1,8 % : exemple de fonds coûteux. Le manque à gagner se mesure contre le même placement sans aucun frais. Le rendement net annuel est converti en taux mensuel équivalent.

Les frais se cachent à quatre endroits. Les frais courants du fonds, indiqués dans son document d'informations clés, la fiche que tout fonds doit publier : les deux fonds monde éligibles au PEA présentés au chapitre 8 coûtent 0,20 % et 0,38 % par an (31 août 2026). Les frais de l'enveloppe : de 0,4 % à 1 % par an de frais de gestion pour une assurance-vie selon les contrats, des droits de garde pour un compte-titres, plafonnés à 0,4 % par an sur un PEA. Le courtage, payé à chaque achat. Et le change, quand on achète un titre coté dans une autre monnaie. Dans une assurance-vie, additionnez les frais du contrat et ceux du fonds. Un fonds de banque traditionnel cumule souvent les trois premiers ; un fonds indiciel acheté en ligne les réduit à peu de chose.

Les quatre enveloppes françaises

Une enveloppe est le compte dans lequel on loge ses placements. Le même fonds peut être acheté dans plusieurs enveloppes : l'impôt et les frais changent.

Enveloppe	Impôt sur les gains	Ce qu'on peut y mettre	À retenir
Plan d'épargne en actions (PEA)	Après cinq ans : 0 % d'impôt sur le revenu, 18,6 % de prélèvements sociaux. Avant cinq ans : 31,4 % sur les gains et fermeture du plan.	Actions de sociétés de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, fonds qui en détiennent au moins 75 %, dont certains fonds monde (réplication dite synthétique).	Un seul PEA par personne. Plafond de versements : 150 000 €. Ouvrir tôt, même avec peu.
Assurance-vie	Avant huit ans : 12,8 % sur les gains. Après : 4 600 € de gains par an sans impôt sur le revenu (9 200 € pour un couple marié ou pacsé), puis 7,5 %. Prélèvements sociaux : 17,2 %.	Fonds en euros garanti et unités de compte, c'est-à-dire des fonds non garantis, dont des fonds indiciels.	Transmission avantagée. Choisir un contrat sans frais d'entrée.
Plan d'épargne retraite (PER)	Versements déductibles du revenu imposable ; à la sortie en capital, ils sont imposés au barème (le même calcul que pour un salaire), et les gains à 31,4 %.	Fonds, fonds indiciels, fonds en euros selon le contrat.	Bloqué jusqu'à la retraite, sauf achat de la résidence principale et accidents de la vie.
Compte-titres ordinaire	Prélèvement forfaitaire unique de 31,4 % sur dividendes et gains, ou option pour le barème.	Tout : actions du monde entier, fonds, obligations.	Aucun plafond, aucune durée. Les pertes se déduisent des gains de même nature pendant dix ans.

Règles en vigueur au 13 octobre 2026, après la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026 (loi n° 2025-1403 du 30 décembre 2025), qui a porté les prélèvements sociaux sur les revenus du capital de 17,2 % à 18,6 %, sauf pour l'assurance-vie. Assurance-vie : 12,8 % au lieu de 7,5 % pour la part des versements au-delà de 150 000 € ; prélèvements sociaux retenus chaque année sur les intérêts du fonds en euros. Sources : impots.gouv.fr, service-public.gouv.fr.

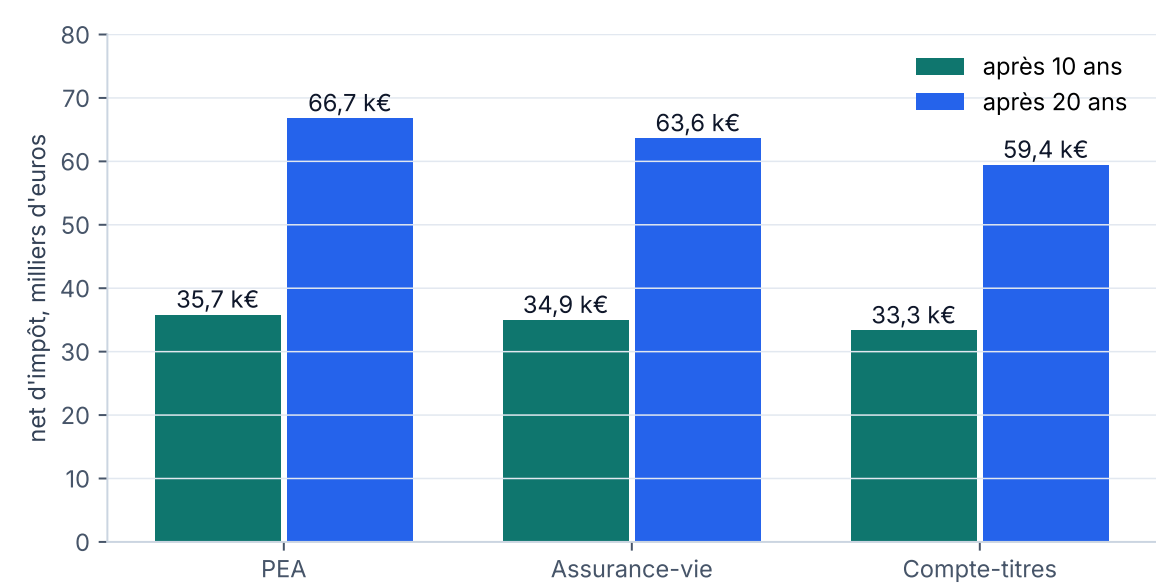
Le PEA accepte certains fonds monde, alors qu'il est réservé aux actions européennes, grâce à un montage : le fonds détient des actions européennes et échange leur performance contre celle de l'indice mondial, par un contrat avec une banque. C'est légal et encadré. Ce montage ajoute un petit risque, celui que la banque du contrat fasse défaut, et il dépend d'une règle d'éligibilité que la loi pourrait changer.

Même placement, impôt différent

Prenons 20 000 € placés une fois, qui rapportent 7 % par an avant impôt, puis retirés en une fois. Seule l'enveloppe change.

Après	Avant impôt	PEA	Assurance-vie	Assurance-vie, frais 0,5 %	Compte-titres
10 ans	39 343 €	35 745 €	34 910 €	33 462 €	33 269 €
20 ans	77 394 €	66 718 €	63 562 €	58 003 €	59 372 €

Montants nets d'impôt, sauf la première colonne. Personne seule, moins de 150 000 € versés en assurance-vie, retrait en une fois après huit ans. Aucun frais, sauf la colonne « frais 0,5 % » : frais de gestion annuels du contrat sur les unités de compte. Règles du 13 octobre 2026, supposées stables pendant vingt ans. Un compte-titres qui vend et rachète chaque année paierait l'impôt plus tôt et ferait encore moins bien. Calcul du livre.



20 000 € placés une fois à 7 % par an avant impôt, retirés en une fois après dix ou vingt ans : ce qui reste net d'impôt selon l'enveloppe, sans frais. Règles du 13 octobre 2026. Calcul du livre.

Pour des actions, le PEA d'abord : au bout de vingt ans, il laisse 7 346 € de plus que le compte-titres. Ensuite, assurance-vie ou compte-titres ? Sans frais de contrat, l'assurance-vie gagne. Avec 0,5 % de frais par an sur les unités de compte, elle finit derrière le compte-titres au bout de vingt ans, de 1 369 €. Ce qu'elle perd, c'est donc surtout en frais. Côté impôt, elle a même un avantage depuis 2026 : ses prélèvements sociaux sont de 17,2 % contre 18,6 % pour le PEA, et des retraits par petites tranches restent sous l'abattement. Elle se choisit pour son fonds en euros, pour ces retraits et pour la transmission ; ses frais se comparent avant de signer.

CE QUI PEUT CHANGER EN JANVIER 2027

Le projet de budget pour 2027 a été déposé au Parlement le 1er octobre 2026 ; il était en discussion à la date de ce livre et peut modifier les règles de ce chapitre. Le taux du Livret A change le 1er février. Les prélèvements sociaux sont passés de 17,2 % à 18,6 % en un an : les écarts entre enveloppes sont des ordres de grandeur, pas des sommes acquises. Vérifiez les règles après la publication de la loi de finances, fin décembre.

Bien utiliser le PEA

Le PEA est l'enveloppe naturelle de la poche de long terme en actions. Trois règles. D'abord, l'ouvrir tôt, même avec un petit versement : c'est la date du premier versement qui fait courir les cinq ans. Ensuite, ne rien retirer avant cinq ans, car un retrait ferme le plan et impose les gains comme sur un compte-titres. Enfin, savoir qu'après cinq ans le plan devient souple : depuis la loi PACTE de 2019, un retrait partiel ne le ferme plus et n'empêche pas de continuer à verser, dans la limite du plafond. Les gains retirés ne paient alors que les prélèvements sociaux.

VOUS AVEZ DÉJÀ UN PEA À LA BANQUE

On ne détient qu'un seul PEA : n'en ouvrez pas un second, transférez le premier. Le transfert complet n'est pas un retrait : le plan garde sa date d'ouverture, donc les années déjà courues. Ses frais sont plafonnés à 15 € par ligne et 150 € au total ; ceux du plan aussi, à 0,4 % par an pour la tenue du compte et 0,5 % par ordre passé en ligne. Vendre les actions qu'on y détient pour acheter un fonds monde ne coûte aucun impôt, tant que l'argent reste dans le plan.

Bien utiliser l'assurance-vie

L'assurance-vie n'est pas un placement : c'est une enveloppe, et sa qualité dépend du contrat. Un bon contrat n'a pas de frais sur les versements, prélève des frais de gestion bas sur les unités de compte (le bas de la fourchette de 0,4 % à 1 % par an), et propose un fonds en euros correct et des fonds indiciels. Les contrats vendus en agence bancaire cumulent souvent des frais d'entrée et des frais de gestion élevés : à comparer avant de signer. Visez au total, frais du contrat et du fonds réunis, moins de 0,8 % par an.

Deux usages en font un outil de famille. Après huit ans, les retraits partiels ne sont imposés que sur la part de gains qu'ils contiennent : retirez chaque année un peu d'argent, de façon que les gains retirés restent sous 4 600 € (9 200 € pour un couple marié ou pacsé), et vous ne paierez pas d'impôt sur le revenu dessus, seulement les prélèvements sociaux. Et au décès, chaque bénéficiaire reçoit jusqu'à

152 500 € sans droits de succession pour les versements faits avant 70 ans ; au-delà, 20 % sur les 700 000 € suivants, puis 31,25 %. Les versements faits après 70 ans suivent d'autres règles (chapitre 10). D'où l'importance de la clause bénéficiaire (chapitre 1).

VOUS AVEZ DÉJÀ UNE ASSURANCE-VIE DE BANQUE

Gardez le contrat : son ancienneté et les versements faits avant 70 ans valent cher, et un contrat ne se transfère pas chez un autre assureur. Le fermer, c'est un retrait imposé sur les gains et des délais fiscaux qui repartent de zéro. Lisez son relevé annuel : frais de gestion, frais de chaque unité de compte, frais d'arbitrage. Remplacez à l'intérieur les unités de compte chères par des fonds indiciels, si le contrat en propose : un arbitrage à l'intérieur du contrat ne paie aucun impôt. Logez l'argent neuf sur un contrat en ligne sans frais d'entrée. Depuis la loi PACTE, un assureur peut aussi proposer de passer sur un contrat plus récent de la même maison sans perdre l'ancienneté, si une partie de l'épargne va en unités de compte.

LE PER, POUR QUI ?

1 000 € versés sur un PER individuel font baisser l'impôt de 110 € pour qui paie l'impôt au taux marginal de 11 %, de 300 € à 30 %, de 410 € à 41 %. Le taux marginal, celui qui s'applique au dernier euro gagné, figure sur l'avis d'impôt. À la sortie en capital, ces 1 000 € seront imposés au taux de la retraite. Le PER individuel est donc intéressant quand on paie aujourd'hui un taux élevé et qu'on en paiera un plus faible plus tard. À 30 % aujourd'hui et 30 % à la retraite, on gagne seulement un report d'impôt, et les gains sont taxés à 31,4 % au lieu de 18,6 % dans un PEA ; à 11 %, il bloque l'argent pour un gain fiscal mince. Les versements déductibles sont plafonnés à 10 % des revenus professionnels (au moins 4 710 €, au plus 37 680 € en 2026) et ne le sont plus après 70 ans. Les plafonds non utilisés se reportent, pendant cinq ans à partir de ceux de 2026 ; l'avis d'impôt donne le montant disponible.

LE PER D'ENTREPRISE

Si votre employeur propose un plan d'épargne retraite collectif, trois questions passent avant toute autre. Verse-t-il un abondement, c'est-à-dire un complément à vos propres versements, et jusqu'à quel montant ? La loi le limite à trois fois votre versement et 7 690 € par an : un euro d'abondement est un euro gagné tout de suite, quel que soit votre taux d'impôt. Où vont la participation et l'intéressement ? Placés sur le plan, ils échappent à l'impôt sur le revenu, à l'entrée comme à la sortie. Quelle gestion par défaut, et quels frais ? Vérifiez la part d'actions qu'elle garde à votre âge. En quittant l'entreprise, on peut transférer le plan vers un autre PER ; en restant, une fois tous les trois ans.

ATTENTION : LES COMPTES À L'ÉTRANGER

Un compte ouvert chez un courtier établi hors de France se déclare chaque année avec la déclaration de revenus (formulaire 3916), sous peine de 1 500 € d'amende par compte et par an. Avant de signer, lisez dans les conditions générales qui tiennent le compte, et où. Ces courtiers ne fournissent pas l'imprimé fiscal unique : vous recopiez vous-même gains et dividendes. Les courtiers français le font pour vous.

POUR LES LECTEURS HORS DE FRANCE

Hors de France, il n'y a ni Livret A ni fonds en euros : le coussin va sur un compte d'épargne couvert par la garantie des dépôts, 100 000 € par déposant et par banque dans l'Union européenne ; la partie stable, sur des placements à court terme ou des obligations d'État de qualité ; le long terme, dans le compte d'épargne à avantage fiscal du pays quand il existe. L'impôt, lui, diffère. Belgique : 10 % sur les plus-values depuis le 1er janvier 2026, après 10 000 € d'abattement annuel par personne ; dividendes à 30 % ; taxe sur chaque opération de bourse de 0,12 %, ou de 1,32 % pour un fonds capitalisant enregistré en Belgique. Allemagne : 26,375 % après 30 % d'exonération partielle sur les fonds d'au moins 51 % d'actions, 1 000 € d'abattement par an, et un acompte d'impôt chaque année sur les fonds capitalisants. Pays-Bas : impôt sur un rendement fictif de 6,00 % au-delà de 59 357 € de patrimoine. Suisse : pas d'impôt sur les plus-values privées, un impôt cantonal sur la fortune. Royaume-Uni : 18 % ou 24 % après 3 000 £, zéro dans un ISA (20 000 £ par an). Espagne : de 19 % à 30 % selon le montant. Italie : 26 %. Règles d'octobre 2026, sources publiques nationales.

QUE RETENIR

- Frais : moins de 0,5 % par an en PEA, de 0,8 % en assurance-vie.
- Le PEA d'abord ; un compte déjà ouvert se transfère ou s'arbitre.
- L'abondement d'abord ; le PER individuel surtout à 30 % d'impôt ou plus.

Le portefeuille : trois poches et une règle

DÉBUTANT • INTERMÉDIAIRE

RÉSUMÉ

Un portefeuille de famille tient en trois poches, rangées selon la date à laquelle on aura besoin de l'argent : la sécurité (moins de trois ans), les projets (trois à huit ans), le long terme (au-delà). Le long terme s'investit surtout dans un fonds indiciel d'actions mondiales, la partie stable dans le fonds en euros ou les livrets. Une seule règle d'entretien : regarder le dosage une fois par an, et le corriger d'abord avec les versements.

Moins de 3 ans

Sécurité

livrets réglementés,
compte à terme, fonds
en euros ; jamais
d'actions

3 à 8 ans

Projets

surtout fonds en
euros ; au plus dix
points d'actions par
année au-delà de
trois ans

Plus de 8 ans

Long terme

fonds indiciels monde
en actions,
versements réguliers,
on ne vend pas dans
les baisses

Trois poches, rangées par échéance. Les bornes de trois et huit ans sont une règle d'expérience ; le chapitre 4 en donne les ordres de grandeur, sans les démontrer.

Ranger l'argent par date de besoin

La question n'est pas « quel est le meilleur placement », mais « quand aurai-je besoin de cet argent ». Les chiffres du chapitre 4, sur le siècle américain après inflation, éclairent les bornes.

- **Moins de trois ans : la sécurité, aucune action.** Sur trois ans, les actions américaines ont fini en perte réelle 21 % des fois, et le 60/40 plus souvent encore (26 %). L'argent dont on aura besoin bientôt (le coussin, une voiture, des travaux, un apport) reste sur les livrets réglementés, sur un compte à terme (une somme bloquée à la banque pour une durée fixée, à un taux connu d'avance) ou dans le fonds en euros.
- **De trois à huit ans : les projets, surtout en fonds en euros.** Une règle d'usage simple : au plus dix points d'actions par année qui reste au-delà de trois ans. Cela donne 50 % d'actions à huit ans de l'échéance, 20 % à cinq ans, plus rien à trois ans. Sur cinq ans, un portefeuille à 60 % d'actions a fini en perte réelle 12 % des fois, les actions seules 23 %. Cette poche se loge dans une assurance-vie, qui accueille à la fois le fonds en euros et un fonds monde ; le PEA n'accepte pas le fonds en euros.
- **Plus de huit ans : le long terme.** C'est la poche qui doit battre l'inflation, et elle peut porter beaucoup d'actions, dans la limite de la perte qu'on supporte sans vendre (chapitre 5). Elle n'est pas sans risque pour autant : sur dix ans, les actions seules ont encore fini en perte réelle 12 % des fois, au pire -32,0 % en tout ; sur quinze ans, 6 % des fois.

Le cœur : un fonds indiciel monde

Pour la poche de long terme, un seul fonds convient à beaucoup de familles : un fonds indiciel qui suit l'indice MSCI World, c'est-à-dire les grandes et moyennes entreprises de vingt-trois pays développés. Au 31 août 2026, cet indice comptait 1 252 sociétés. Un seul achat, et le portefeuille détient une petite part de chacune.

Ce fonds est mondial de nom, américain de fait : les États-Unis y pesaient 70 % au 31 août 2026, et la technologie 35,5 %. Il ne contient pas les pays émergents ; certains épargnants y ajoutent un fonds émergents pour environ un dixième de la poche. Ce choix n'est pas testé ici. Pour débiter, un seul fonds suffit, et l'ajout reste facultatif.

DEUX FONDS MONDE ÉLIGIBLES AU PEA

Amundi MSCI World Swap UCITS ETF (UCITS est le label européen des fonds ouverts au grand public ; code CW8, identifiant ISIN LU1681043599) : frais courants 0,38 % par an, 6 864 millions d'euros d'encours, c'est-à-dire d'argent placé dans le fonds. iShares MSCI World Swap PEA UCITS ETF (code WPEA, ISIN IE0002XZSHO1, où l'avant-dernier caractère est la lettre O) : 0,20 % par an, 2 325 millions d'euros, lancé en mars 2024. « Swap » signale la réplique synthétique du chapitre 7. Les deux capitalisent les dividendes, c'est-à-dire qu'ils les réinvestissent au lieu de les verser. Chiffres au 31 août 2026 (just-ETF). L'ISIN est le code unique d'un fonds : c'est lui qu'on tape chez son courtier. Les deux conviennent : prenez-en un et gardez-le.

Le prix d'une part compte pour de petits versements. Le 9 octobre 2026, une part de CW8 valait 715,80 €, une part de WPEA 7,21 €. Avec 300 € par mois, on achète 41 parts de WPEA chaque mois, ou une part de CW8 tous les 3 mois, l'argent attendant entre-temps sur le PEA.

Quel dosage, selon sa situation ?

Il n'existe pas de dosage juste pour un âge donné : il dépend de l'horizon, des revenus et de la perte qu'on supporte. Le tableau donne des repères d'usage, et ce qu'un dosage fixe de même niveau a fait vivre sur le siècle américain, après inflation.

Situation	Part d'actions	Rendement réel	Pire recul	Années sous le sommet
Jeune actif, revenus stables, trente ans devant soi	80 à 100 %	6,1 % à 6,8 %	-42,6 % à -54,8 %	11 à 13 ans
Famille, quinze à vingt-cinq ans devant soi	environ 80 %	6,1 %	-42,6 %	11 ans
Dix ans avant la retraite	environ 60 %	5,2 %	-35,2 %	12 ans
À la retraite, avec une réserve de deux à trois ans hors actions	40 à 60 %	4,1 % à 5,2 %	-31,9 % à -35,2 %	12 ans

Repères d'usage, pas des recommandations personnelles. Les colonnes chiffrées décrivent un dosage fixe tenu de 1928 à 2025, rééquilibré chaque année, en actions américaines et obligations d'État à 10 ans, après inflation et d'une fin d'année à l'autre ; aucune étape de vie n'est testée. Pour un portefeuille mondial, attendez un rendement plus faible. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

Une famille dont les revenus dépendent d'un secteur exposé à la conjoncture (un indépendant dans le bâtiment, un salarié d'une entreprise cyclique) a intérêt à prendre un peu moins d'actions que le repère : ses revenus et son portefeuille risquent de baisser en même temps.

La partie stable

Dans la poche des projets, et pour qui veut amortir la poche de long terme, il faut une partie qui ne s'effondre pas avec les actions. Pour un épargnant français, le candidat naturel est le fonds en euros de l'assurance-vie : son capital est garanti aux conditions du contrat (chapitre 6), et il a rapporté de 2,60 % à 2,65 % par an en moyenne de 2023 à 2025 selon l'ACPR, mais 1,28 % en 2020. Un fonds d'obligations d'État de la zone euro est l'autre option. Il rapporte plus quand les taux baissent, mais il peut reculer : -18,4 % en 2022.

Le PEA n'accepte ni fonds en euros ni obligations : la partie stable se loge dans l'assurance-vie ou sur les livrets.

Une seule règle d'entretien

Avec le temps, la poche qui a le plus monté prend plus de place que prévu. Un portefeuille 60/40 laissé à lui-même pendant un siècle finit à 99,6 % d'actions. Rééquilibrer, c'est revenir au dosage choisi. Deux façons ont été testées sur un 60/40 en fonds américains de 2002 à 2026, avec leur volatilité, c'est-à-dire l'amplitude habituelle de leurs variations sur un an.

Règle	Par an	Pire recul	Volatilité	Rééquilibrages
Jamais	9,4 %	-31,5 %	12,0 %	0
Une fois par an	8,5 %	-30,2 %	10,2 %	24
Au-delà de 5 points d'écart	8,5 %	-31,9 %	10,8 %	18

60 % dans un fonds d'actions américaines, 40 % dans un fonds d'obligations d'État américaines à 7-10 ans, de juillet 2002 à octobre 2026 ; coût de 0,1 % sur les montants échangés ; ordre passé à la séance suivant le constat. « Au-delà de 5 points » : dès qu'une poche s'écarte de plus de cinq points de sa cible. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.

Les deux règles donnent presque le même résultat. La règle du livre les combine : chaque janvier, on regarde ; on ne corrige que si une poche s'écarte de plus de cinq points. Elle n'est pas testée telle quelle, pas plus que la façon de corriger qui suit. On corrige d'abord avec les nouveaux versements, en les dirigeant vers la poche en retard : on évite ainsi de vendre, donc de payer de l'impôt sur un compte-titres. Si les versements de l'année ne suffisent pas, ou quand on ne verse plus, à la retraite, on arbitre à l'intérieur de l'assurance-vie, entre fonds en euros et fonds indiciels : c'est sans impôt. Vendre dans une enveloppe pour racheter dans une autre coûte en revanche de l'impôt ; on l'évite.

LE CAS DE CLAIRE ET JULIEN

Le coussin de 10 500 € reste sur le Livret A. Leur épargne mensuelle de 700 € part ensuite ainsi : 100 € pour chacune des filles (chapitre 10), puis 500 € pour le long terme : 400 € sur un fonds monde dans un PEA, 100 € sur le fonds en euros d'une assurance-vie sans frais d'entrée. Chaque janvier, ils regardent le dosage. Si les actions sortent de la fourchette de 75 à 85 % de la poche, ils dirigent les versements vers la partie en retard jusqu'à revenir à 80 % : après une forte hausse, vers le fonds en euros ; après un krach, vers les actions.

CE QUI N'A RIEN À FAIRE ICI

Les produits qu'on ne comprend pas (fonds à formule, produits structurés, placements présentés comme « garantis » à 8 %), les actions achetées sur un conseil, les crypto-actifs, les fonds à effet de levier (qui amplifient hausses et baisses en empruntant). Ils ont leur place, pour certains, dans une petite poche qu'on peut perdre entièrement. Pas dans l'argent de la famille.

QUE RETENIR

- Rangez l'argent par date de besoin : moins de trois ans en sécurité ; de trois à huit ans, surtout en fonds en euros, avec de moins en moins d'actions ; au-delà, surtout en actions.
- Un fonds indiciel monde à bas frais suffit pour le long terme ; il est américain à 70 % (août 2026).
- La partie stable : fonds en euros ou livrets ; les obligations peuvent baisser.
- Une règle : regarder chaque janvier, corriger au-delà de cinq points, d'abord avec les versements.

Passer à l'action : verser chaque mois, sans y penser

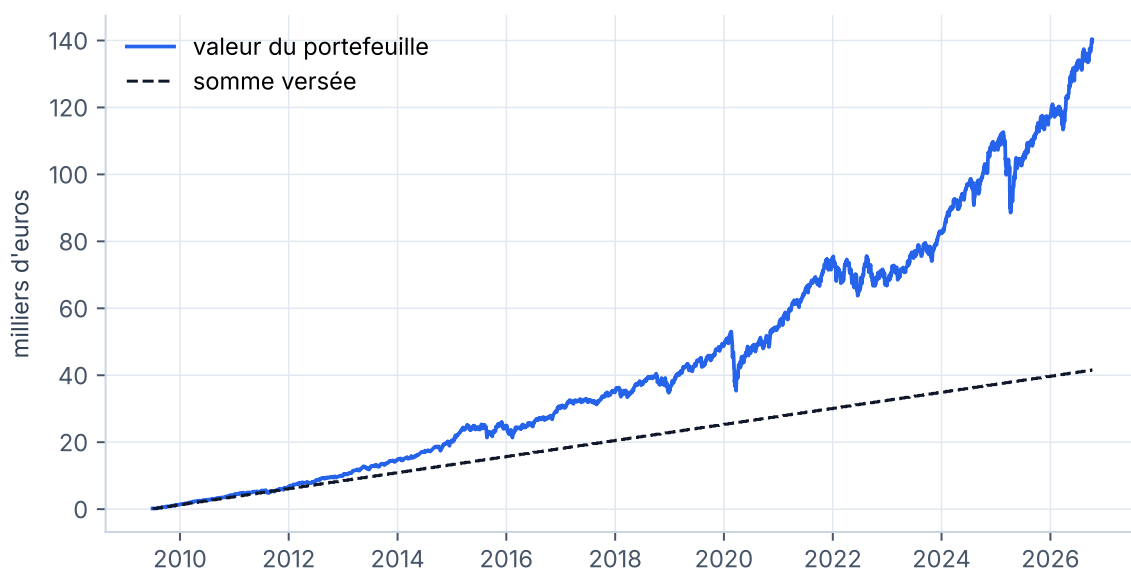
DÉBUTANT

RÉSUMÉ

200 € versés chaque mois depuis juillet 2009 dans un fonds indiciel monde coté à Paris sont devenus 140 167 € pour 41 600 € versés, sur une période exceptionnelle pour les actions, qui ne se répétera pas forcément. La méthode tient en trois gestes : ouvrir le bon compte, programmer un virement, passer un ordre à cours limité. Le plus dur n'est pas de commencer : c'est de ne pas s'arrêter pendant les baisses.

Verser chaque mois : ce que ça a donné

Verser la même somme à intervalle régulier, quel que soit le cours, porte un nom anglais : le DCA (*dollar cost averaging*; en français, l'investissement programmé). L'idée est simple. Quand le cours baisse, la même somme achète plus de parts ; quand il monte, moins. On n'a pas à choisir le bon moment.



Versements de 200 € au premier jour de Bourse de chaque mois dans le fonds Amundi MSCI World coté à Paris, de juillet 2009 à octobre 2026 : valeur du portefeuille et somme versée. Avant impôt. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.

Premier versement	Versé	Valeur en octobre 2026	Rendement annuel	Pire moment	Mois en perte
Octobre 2007	45 800 €	247 021 €	15,6 %	-33,4 %	26
Juillet 2009	41 600 €	140 167 €	12,8 %	-6,2 %	2
Février 2020	16 200 €	27 032 €	15,2 %	-26,3 %	3
Janvier 2022	11 600 €	17 070 €	16,4 %	-11,7 %	14

200 € par mois. Octobre 2007 : juste avant la crise financière, avec le S&P 500 dividendes compris converti en euros, le fonds monde n'existant pas encore. Février 2020 : juste avant le krach du Covid. Janvier 2022 : avant une année de baisse. « Pire moment » : le plus grand écart, mesuré chaque séance, entre la valeur du portefeuille et la somme versée. « Mois en perte » : premiers jours de Bourse du mois où la valeur était sous les versements. Le calcul achète des fractions de part ; vérifiez que votre courtier le permet. Ces années ont été bonnes pour les actions ; elles ne disent rien des quinze prochaines.

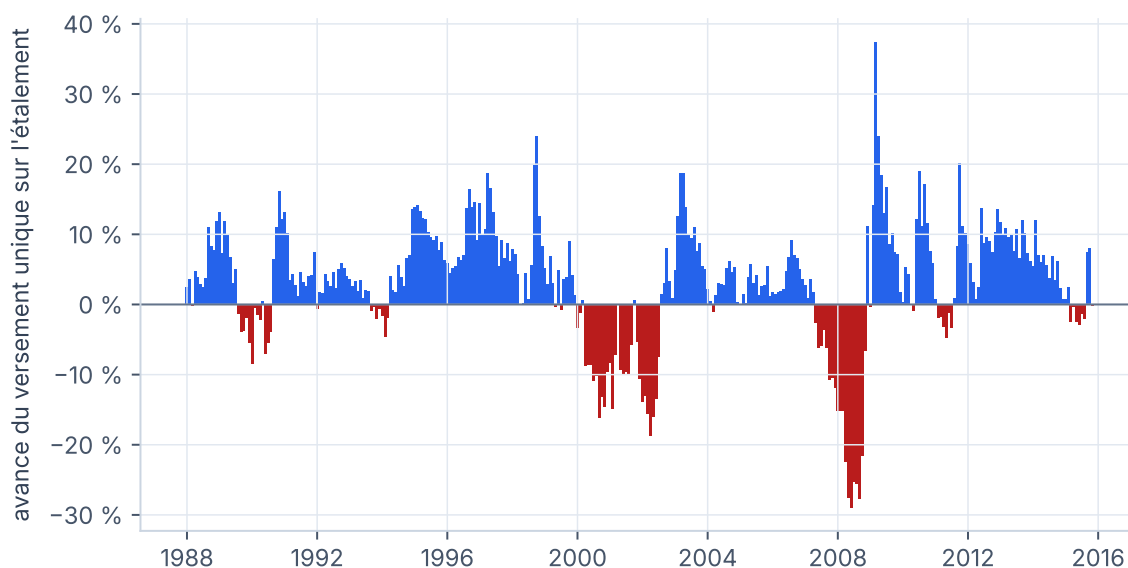
Celui qui a commencé en octobre 2007 a vu son portefeuille afficher un écart de -33,4 % avec la somme versée le 9 mars 2009, et il est resté 26 mois sous l'eau. En continuant, il a fini avec 5,4 fois sa mise. Celui qui a commencé en février 2020 a vu un écart de -26,3 % le 23 mars 2020. C'est le moment où l'on arrête, et c'est le moment où les versements achètent le moins cher : c'est l'arrêt des versements qui rend une baisse coûteuse.

Et si l'on dispose d'une grosse somme ?

Un héritage, une prime, la vente d'un bien : faut-il tout placer d'un coup, ou étaler ? Nous avons comparé les deux en actions américaines, pour chaque mois de départ de 1988 à 2015 : placer tout le premier mois, ou un douzième chaque mois pendant un an, l'argent en attente étant rémunéré au taux des bons du Trésor. Les deux portefeuilles sont comparés dix ans après la fin de l'étalement.

Le versement unique a fini devant dans 74 % des cas, avec un écart médian de 3,9 %. Mais voyez le pire cas, un départ en juin 2008 : la somme placée d'un coup accusait un écart de -7,1 % un mois plus tard, puis de -50,1 % au 9 mars 2009, et elle finissait encore 29,0 % derrière l'étalement dix ans plus tard. Les chiffres disent « tout de suite ». La vraie question est de savoir si l'on supporterait de voir la somme

fondre de moitié juste après l'avoir placée. Si la réponse est non, étaler sur douze mois, le cas testé ici, coûte un peu en moyenne et protège du regret : c'est une assurance qu'on paie en connaissance de cause.



Avance du versement unique sur un étalement en douze mois, pour chaque mois de départ de 1988 à 2015, dix ans après la fin de l'étalement. En bleu, le versement unique a fait mieux ; en rouge, l'étalement. Les départs se chevauchent : ces pourcentages décrivent l'histoire, ils ne mesurent pas une probabilité. S&P 500 dividendes compris ; argent en attente au taux des bons du Trésor. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.

Choisir où ouvrir

Un courtier est l'intermédiaire qui achète et garde vos titres ; un assureur gère l'assurance-vie. Trois sortes d'établissements ouvrent un PEA : votre banque, une banque en ligne, un courtier en ligne. Cinq critères pour choisir.

- ☐ Il est autorisé en France : vérifiez son nom sur le registre des agents financiers (regafi.fr) et sur les listes de l'Autorité des marchés financiers (amf-france.org), et méfiez-vous de toute offre vue sur les réseaux sociaux.
- ☐ Il propose l'enveloppe voulue (PEA, assurance-vie) et le fonds monde choisi.
- ☐ Ses frais sont bas : pas de droits de garde, et un ordre de quelques centaines d'euros pour moins d'un euro. Sinon, achetez tous les deux ou trois mois plutôt que chaque mois. Pas de frais d'entrée sur une assurance-vie.
- ☐ Il permet les versements programmés, idéalement sans frais.
- ☐ Il fournit l'imprimé fiscal unique, qui prépare votre déclaration : c'est le cas des établissements français. Un établissement situé hors de France impose de déclarer le compte chaque année (chapitre 7).

Les titres déposés chez un courtier ne lui appartiennent pas : ils restent à vous en cas de faillite. S'ils ne pouvaient pas être restitués, une garantie publique couvre jusqu'à 70 000 € par client et par établissement en France ; les dépôts en espèces le sont jusqu'à 100 000 € (plafonds d'octobre 2026).

Lire la fiche d'un fonds en cinq minutes

Avant d'acheter un fonds, on lit sa fiche : le document d'informations clés que l'émetteur doit publier, ou la page du fonds sur un comparateur gratuit comme justETF. Six lignes.

Ligne de la fiche	Ce qu'on vérifie
Indice suivi	C'est bien celui qu'on veut (par exemple MSCI World pour les pays développés).
Frais courants	Moins de 0,40 % par an pour un fonds monde.
Encours	Plusieurs centaines de millions d'euros au moins : un petit fonds peut fermer.
Réplication	Physique (il détient les actions) ou synthétique (contrat d'échange avec une banque, ce qui permet l'entrée dans un PEA).
Dividendes	Capitalisant (il réinvestit les dividendes, plus simple fiscalement en France) ou distribuant (il les verse).
Cotation	La place et la monnaie : en euros, sur la Bourse de Paris ou une autre place européenne.

Une fiche qu'on ne comprend pas est une raison suffisante de ne pas acheter.

Le premier ordre

Un ordre est une instruction d'achat ou de vente. Il en existe deux principaux. L'ordre au marché s'exécute tout de suite, au prix qu'il y a, quel qu'il soit. L'ordre à cours limité fixe le prix maximal que vous acceptez de payer : il s'exécute à ce prix ou moins cher, ou pas du tout. Pour un débutant, seul le second a du sens.

Entre le meilleur acheteur et le meilleur vendeur, il y a un petit écart de prix, la fourchette. Sur un grand fonds indiciel, elle est souvent de quelques centimes. Pour acheter, on place sa limite au prix affiché côté vendeurs, ou un ou deux centimes au-dessus : l'ordre s'exécute en général dans la minute. Sur l'écran du courtier, ce prix s'appelle souvent « vente », « offre » ou, en anglais, *ask*. La quantité à saisir est le versement divisé par ce prix, arrondi à l'unité inférieure ; si une part coûte plus que le versement, l'argent attend sur le PEA jusqu'à ce qu'il suffise. On évite le premier quart d'heure de la séance, quand la fourchette est plus large : à Paris, la séance des fonds cotés va de 9 h 04 à 17 h 30.

LE CAS DE SAMI, EN SIX ÉTAPES

- 1 Il remplit d'abord son coussin : trois mois de dépenses, 4 800 €, sur un Livret A (chapitre 1). Ensuite seulement, il ouvre un PEA en ligne : pièce d'identité, justificatif de domicile, relevé d'identité bancaire. La validation prend quelques jours.
- 2 Il y fait un premier virement de quelques dizaines d'euros (il vérifie le minimum demandé), pour faire courir le délai de cinq ans.
- 3 Il cherche le fonds par son ISIN, vérifie le nom complet et la devise, c'est-à-dire la monnaie : ici l'euro, à la Bourse de Paris. Une part de CW8 coûte plus que son versement ; il prend le second fonds du chapitre 8 pour acheter chaque mois.
- 4 Il passe un ordre à cours limité, au prix affiché côté vendeurs, valable la journée : s'il n'est pas exécuté avant la clôture, il s'annule tout seul.
- 5 Il programme un virement automatique de 300 € le lendemain de sa paie, et, si le courtier le permet, un achat programmé du même fonds. Un virement n'est pas un achat : sans achat programmé, l'argent attend sur le PEA sans rien rapporter, et il refait l'étape 4 chaque mois, le jour où le virement arrive. Cinq minutes.
- 6 Il note sur son agenda la revue annuelle de janvier (chapitre 11). Puis il ferme l'application.

QUE RETENIR

- Verser chaque mois évite d'avoir à choisir le moment ; ne jamais arrêter pendant les baisses.
- Une grosse somme placée d'un coup a fait mieux dans 74 % des cas ; étaler protège du regret, à un petit prix.
- Choisissez un établissement autorisé, sans droits de garde, qui fournit l'imprimé fiscal.
- Toujours un ordre à cours limité, jamais dans le premier quart d'heure.

Les projets de la famille : enfants, logement, retraite

INTERMÉDIAIRE

RÉSUMÉ

Chaque projet a sa date, et sa date décide du placement. Sur données américaines, dix-huit ans de versements en actions pour un enfant n'ont fini sous la somme versée, inflation comprise, que dans 6 % des cas ; les obligations seules, dans 42 %. Pour un apport dans moins de trois ans, pas d'actions. À la retraite, retirer 3 à 3,5 % du capital la première année a tenu trente ans aux États-Unis ; avec les seuls placements de leur pays, des retraités européens du XXe siècle n'auraient parfois pas pu dépasser 1,5 %. L'ordre des bonnes et des mauvaises années compte autant que leur moyenne.

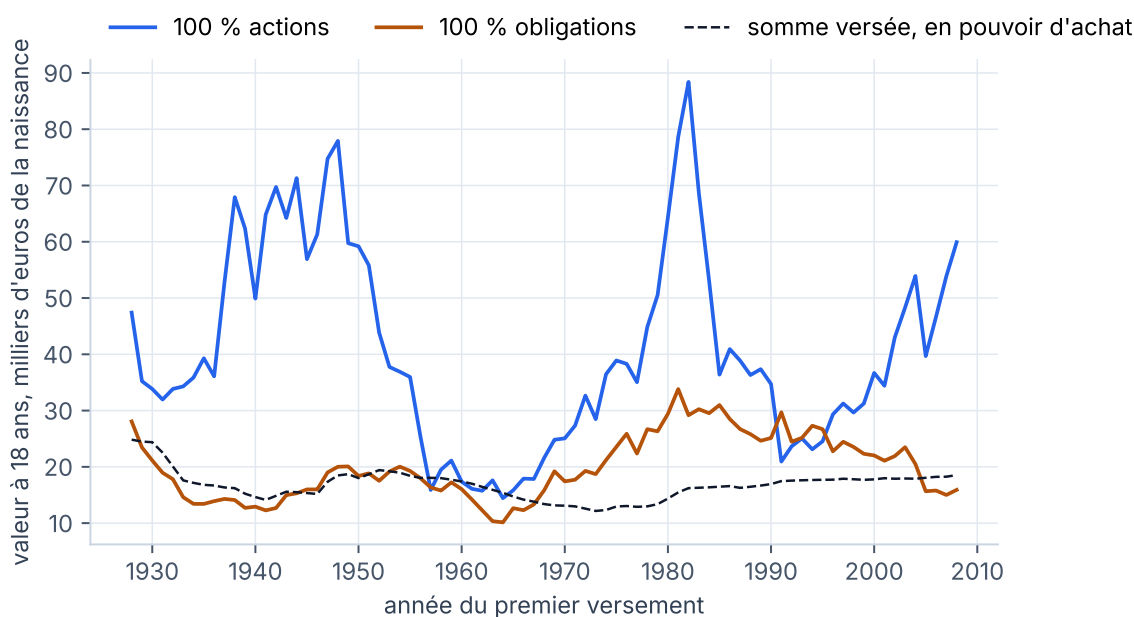
Épargner pour un enfant : dix-huit ans

Claire et Julien décident de mettre de côté 100 € par mois pour chacune de leurs filles. Pour Inès, née en 2026, cela fait dix-huit ans de versements : 21 600 € au total. Que peut-on en attendre ? Nous avons rejoué ces versements sur toutes les périodes de dix-huit ans de 1928 à 2025, avec plusieurs dosages, dont la règle que ce livre propose : 80 % d'actions jusqu'aux dix ans de l'enfant, la moitié à dix ans, puis dix points de moins chaque année, et plus d'actions à quinze ans. Les montants sont en dollars constants de l'année de naissance, avec les rendements et l'inflation améri-

cains, lus ici comme des euros pour fixer les ordres de grandeur ; pour un portefeuille mondial, attendez moins. La valeur médiane est celle du milieu : la moitié des cas fait mieux, l'autre moitié moins bien.

Dosage	Médiane	Pire 10 %	Pire cas	Sous la somme versée	Chute finale
100 % actions	36 460 €	17 912 €	14 436 €	6 %	12 %
60 % actions	29 948 €	17 370 €	13 016 €	7 %	6 %
20 % actions	22 017 €	16 637 €	11 158 €	15 %	14 %
Obligations seules	19 168 €	12 925 €	10 133 €	42 %	15 %
Règle du livre	22 562 €	16 077 €	13 800 €	17 %	5 %

1 200 € versés en début de chaque année pendant 18 ans, 81 périodes de départ de 1928 à 2008, rendements américains annuels (actions dividendes compris ; obligations d'État à 10 ans, ou bons du Trésor pour la règle du livre). Valeurs après inflation. « Pire 10 % » : valeur sous laquelle sont tombés les 10 % de cas les moins bons. « Sous la somme versée » : part des périodes où l'enfant reçoit moins, en pouvoir d'achat, que ce qui a été versé. « Chute finale » : part des périodes où l'épargne a perdu plus de 10 % de pouvoir d'achat entre les quinze et les dix-huit ans de l'enfant, versements déduits. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.



Valeur, à dix-huit ans, de 1 200 € versés en début de chaque année depuis la naissance, selon l'année du premier versement, en pouvoir d'achat de l'année de naissance (rendements et inflation américains). Actions ou obligations d'État à 10 ans ; la ligne pointillée est la somme versée, en pouvoir d'achat. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

Première leçon, contre-intuitive : le placement « prudent », tout en obligations, a laissé l'enfant avec moins que la somme versée, inflation déduite, dans 42 % des cas ; les actions seules, dans 6 %. Le pire départ, 1964, tombe dans la décennie d'inflation des années 1970 : il a fait mal à tous les dosages.

Seconde leçon, qui demande d'être honnête : la règle du livre a coûté cher en moyenne. Sa médiane est bien plus basse que celle des actions seules, elle a fini sous la somme versée plus souvent, et elle n'a pas amélioré le pire cas. Ce qu'elle achète, c'est la tranquillité des dernières années : une chute de plus de 10 % entre quinze et dix-huit ans est arrivée dans 5 % des cas, contre 12 % en actions seules, au pire -23 % contre -42 %. Pour l'argent des études, qui tombe à une date fixe, Claire et Julien jugent ce prix acceptable. Une famille qui peut décaler la dépense, ou compléter si la Bourse baisse l'année du bac, peut garder plus d'actions plus longtemps. Pour Léa, qui a sept ans, la même règle commencera à ses dix ans.

Où loger cet argent ? Un mineur ne peut pas ouvrir de PEA. Deux solutions simples restent. La première est une assurance-vie ouverte au nom de l'enfant par ses parents, qui la gèrent jusqu'à sa majorité : on y prend un fonds indiciel monde en unités de compte et le fonds en euros. L'argent appartient déjà à l'enfant, il ne peut servir qu'à ses besoins, et les huit ans qui allègent l'impôt courent dès l'ouverture. À sa majorité, le contrat lui devient accessible ; une clause prévue à l'ouverture peut bloquer les retraits jusqu'à 25 ans. La seconde est une épargne gardée au nom des parents, sur leur propre PEA ou assurance-vie : elle reste à eux, et ils la donneront le moment venu. La première protège la destination de l'argent ; la seconde laisse la main aux parents si la vie impose d'autres priorités. À dix-huit ans, si elle figure toujours sur la déclaration d'impôt de ses parents, la jeune adulte peut ouvrir son propre PEA, avec 20 000 € de versements au plus tant que dure ce rattachement.

L'apport pour un logement

Un apport se prépare sur trois à huit ans. Sur cet horizon, les actions déçoivent encore souvent : sur cinq ans, les actions américaines ont fini en perte réelle dans 23 % des périodes, un portefeuille à 60 % dans 12 %. Si l'achat est prévu dans moins de trois ans, l'argent reste sur les livrets ou le fonds en euros. Au-delà, la règle du chapitre 8 : au plus dix points d'actions par année qui reste au-delà de trois ans, à condition d'accepter de décaler l'achat si la Bourse baisse l'année prévue.

Sa résidence principale : un toit avant d'être un placement

Acheter son logement est souvent la plus grosse décision financière d'une famille. Ce livre ne la tranche pas : elle dépend de la ville, du métier, des enfants, du temps qu'on compte y rester. Trois repères aident à la poser.

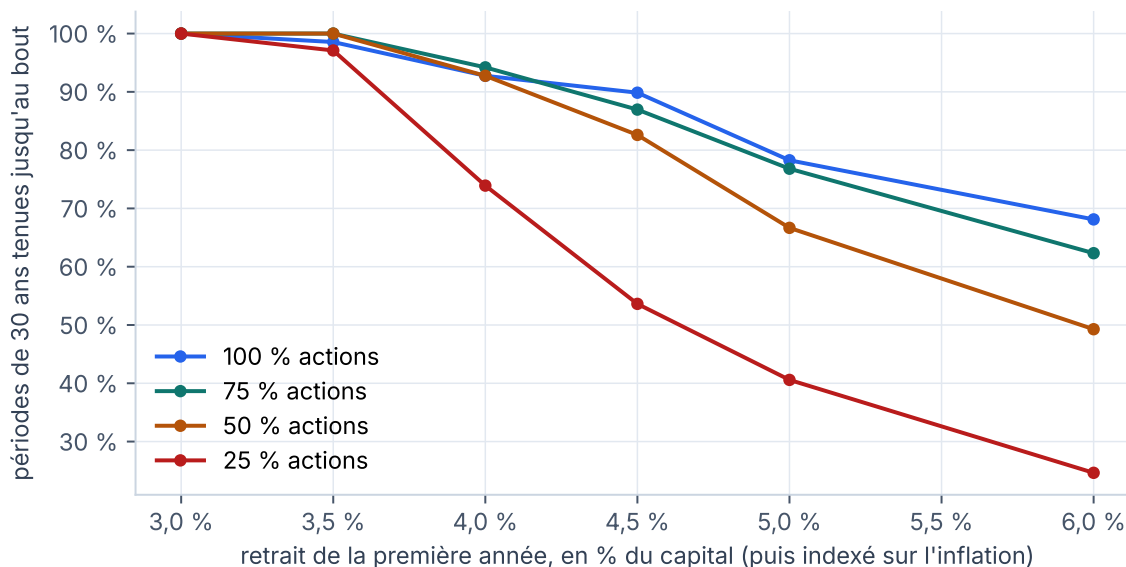
D'abord, le prix seul rapporte peu. Sur le siècle américain, l'indice des prix des logements a progressé de 1,1 % par an après inflation : à peine plus que les autres prix. Ce que rapporte surtout un logement qu'on habite, c'est le loyer qu'on ne paie plus. La comparaison avec un placement n'est pas directe pour autant : en France, la plus-value sur sa résidence principale n'est pas imposée, et un achat à crédit amplifie les gains comme les pertes. Ces chiffres sont américains ; les prix français ont suivi leur propre chemin.

Ensuite, l'entrée coûte cher. Les frais d'acquisition, qu'on appelle « frais de notaire » alors que ce sont surtout des impôts, représentent de l'ordre de 7 à 8 % du prix dans l'ancien, 2 à 3 % dans le neuf. Entre avril 2025 et mars 2028, les départements peuvent porter leur taxe de 4,50 % à 5 % ; ceux qui achètent leur première résidence principale échappent à cette hausse. Après mars 2028, vérifiez si le dispositif a été prolongé. Il faut que le prix monte d'autant avant qu'une revente rembourse l'achat : plus on reste, moins ces frais pèsent.

Enfin, le logement ne remplace ni le coussin ni l'épargne de long terme. Une famille dont tout le patrimoine tient dans ses murs n'a plus rien de disponible le jour où la chaudière lâche, et dépend d'un seul bien, dans une seule ville. Après l'achat, on reconstitue d'abord le coussin, puis on reprend les versements.

La retraite : combien retirer chaque année ?

Michel et Annie ont 280 000 €. Ils veulent en tirer un complément de revenu pendant trente ans, en le relevant chaque année avec les prix. En 1994, un conseiller financier américain, William Bengen, a montré qu'un retrait de 4 % la première année, puis augmenté chaque année comme les prix, avait tenu au moins trente-trois ans avec moitié actions, moitié obligations d'État à moyen terme, pour tous les départs qu'il a étudiés, de 1926 à 1976 ; son pire cas était le retraité de 1966. Nous avons refait l'exercice sur nos données, pour tous les départs de 1928 à 1996.



Part des périodes de trente ans pendant lesquelles le capital n'a jamais été épuisé, selon le retrait de la première année (ensuite relevé chaque année de l'inflation) et la part d'actions. Données américaines annuelles, départs de 1928 à 1996, sans frais. Les départs se chevauchent : ces pourcentages décrivent l'histoire, ils ne mesurent pas une probabilité. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

Retrait la première année	Pour 280 000 €	100 % actions	75 % actions	50 % actions	25 % actions
3 %	8 400 €	100 %	100 %	100 %	100 %
3,5 %	9 800 €	99 %	100 %	100 %	97 %
4 %	11 200 €	93 %	94 %	93 %	74 %
5 %	14 000 €	78 %	77 %	67 %	41 %

Part des périodes de trente ans tenues jusqu'au bout. Retrait en début d'année, relevé chaque année de l'inflation de l'année précédente ; portefeuille d'actions américaines et d'obligations d'État à 10 ans rééquilibré chaque année ; ni frais ni impôt. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

Notre test est plus sévère que celui de Bengen, parce que nos données diffèrent : obligations à 10 ans et non à moyen terme, inflation mesurée de décembre à décembre. À moitié en actions, un retrait de 4 % a échoué pour 5 départs, de 1964 à 1969. Le seuil « sûr » dépend des données qu'on retient. Les frais le font baisser aussi : avec 0,5 % de frais par an, le portefeuille moitié actions à 4 % a tenu dans 88 % des cas, et à 3,5 % dans 99 % ; avec 1 %, dans 80 % et 94 %.

Hors des États-Unis, c'est pire. Une étude de 2010 (Pfau, d'après les données de Dimson, Marsh et Staunton) a refait l'exercice dans dix-sept pays, de 1900 à 2008, avec les seuls placements de chaque pays, sans frais, et en choisissant après coup le meilleur dosage. Le retrait le plus élevé qui ait toujours tenu trente ans était de 4,02 % aux États-Unis, mais de 1,25 % en France (départ en 1943), 1,14 % en Allemagne (1914) et 1,56 % en Italie. À 4 %, 42,5 % des retraites françaises commencées entre 1900 et 1979 ont été épuisées avant trente ans. Un portefeuille mondial réduit ce risque, sans qu'on sache de combien. D'où la position de ce livre : 3 à 3,5 % est un plafond pour un retraité qui accepte de réduire ses retraits après une mauvaise année, pas un taux sûr.

AVEC UNE PENSION

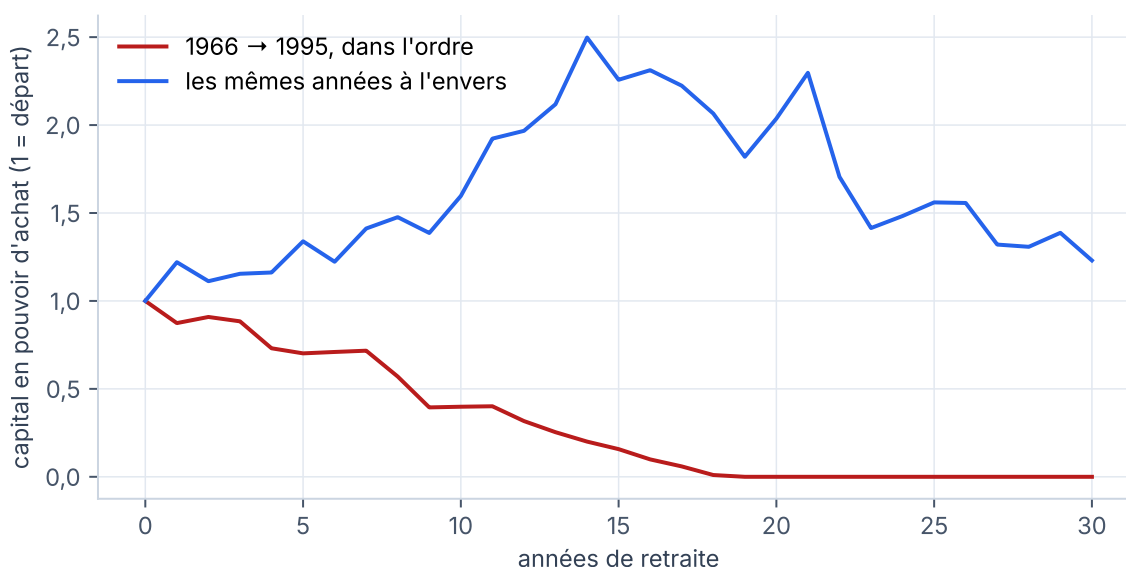
Un retraité français touche une pension : son capital ne doit pas tout financer, il comble l'écart entre les dépenses et la pension, et pare aux imprévus de santé. Commencez par connaître cette pension : le relevé de carrière et une estimation sont sur info-retraite.fr, et l'estimation est envoyée tous les cinq ans à partir de 55 ans. Pour retirer, puisez d'abord dans une assurance-vie de plus de huit ans : seule la part de gains d'un retrait est imposée, sous un abattement annuel. Si Michel et Annie retirent 9 800 € d'un contrat dont 30 % sont des gains, 2 940 € de gains restent sous l'abattement de 9 200 € du couple : ils ne paient que les prélèvements sociaux, soit 506 € (exemple d'école). Un PER se retire de préférence sur plusieurs années, pour rester dans une tranche d'impôt basse. Enfin, une rente viagère, versée à vie par un assureur, supprime le risque de vivre plus longtemps que son capital, en échange d'un capital qu'on ne récupère pas.

Préparer sa propre retraite

Claire et Julien ont vingt-cinq ans devant eux avant la retraite. Supposons que les 500 € mensuels de leur poche de long terme servent tous à la retraite, pendant ces vingt-cinq ans. Le capital final dépend surtout du rendement : 223 561 € à 3 % par an, 298 995 € à 5 %, 407 399 € à 7 %, avant impôt et avant inflation. Retiré à 3,5 % la première année, ce capital donnerait entre 7 825 € et 14 259 € par an en euros de dans vingt-cinq ans, soit entre 4 769 € et 8 691 € d'aujourd'hui si les prix montent de 2 % par an. C'est ce second chiffre qu'on compare à l'estimation de sa pension. Le rendement obtenu dépendra surtout de deux choses qu'ils décident aujourd'hui : la part d'actions et les frais.

Le risque de séquence : le même rendement, deux destins

Deux retraités peuvent avoir le même rendement moyen sur trente ans et finir l'un ruiné, l'autre à l'abri. Tout dépend de l'ordre des années. Une baisse au début, quand on retire déjà, oblige à vendre bas une grosse part du capital ; la même baisse vingt ans plus tard pèse peu.



Capital, en pouvoir d'achat du départ, d'un retraité qui retire 5 % la première année, puis relève son retrait de l'inflation, avec un portefeuille 60 % actions, 40 % obligations. Rouge : les années 1966 à 1995 dans l'ordre. Bleu : exactement les mêmes années, à l'envers, inflation comprise. Données américaines annuelles. Sources : Damodaran ; inflation américaine. Calculs du livre.

Ces trente années ont rapporté en moyenne 9,7 % par an avant inflation, 4,1 % après : les prix ont été multipliés par 4,8. Jouées dans l'ordre, avec la crise de 1973-1974 et l'inflation des années 1970 au début, elles épuisent le capital au début de la 19e année, après 18 retraits complets. Jouées à l'envers, avec les belles années 1980 et 1990 au début, elles laissent au bout de trente ans 1,2 fois le capital de départ en pouvoir d'achat (5,9 fois en dollars courants). Le retraité de 1966 a été ruiné par l'inflation autant que par l'ordre des années. Ce cas d'école est l'un des pires du siècle américain : la plupart des périodes sont beaucoup moins dramatiques.

CE QUE FONT MICHEL ET ANNIE

- 1 Ils gardent deux à trois ans de retraits sur le fonds en euros : les mauvaises années, ils puisent là sans vendre d'actions. Cette réserve, non testée ici, aide pendant une baisse courte, pas contre une décennie d'inflation.
- 2 Le reste est placé moitié en fonds monde, moitié en fonds en euros, rééquilibré chaque janvier par arbitrage à l'intérieur de l'assurance-vie. Ils répartissent l'argent sur 4 contrats, à leurs deux noms et chez deux assureurs, pour rester sous la garantie de 70 000 € par assuré et par assureur.
- 3 Ils retirent 3,5 % la première année, soit 9 800 €, puis relèvent ce montant de l'inflation.
- 4 Après une année de forte baisse, ils renoncent à la hausse de l'année suivante. Cette souplesse n'est pas mesurée ici ; la seule parade testée est un retrait de départ plus bas.

Transmettre

Pour aider enfants et petits-enfants de son vivant, chaque parent peut donner 100 000 € à chacun de ses enfants sans droits, en une ou plusieurs fois, et recommencer tous les quinze ans ; chaque grand-parent, 31 865 € à chaque petit-enfant. Un don d'argent à un enfant ou petit-enfant majeur ajoute 31 865 €, si le donateur a moins de 80 ans. Jusqu'au 31 décembre 2026, un don d'argent destiné à acheter un logement neuf qui devient la résidence principale du bénéficiaire, ou à y faire des travaux de rénovation énergétique, est exonéré jusqu'à 100 000 € par donateur, à condition d'être utilisé dans les six mois.

L'assurance-vie transmet jusqu'à 152 500 € par bénéficiaire sans droits de succession pour les versements faits avant 70 ans (chapitre 7). Après 70 ans, l'abattement tombe à 30 500 € pour l'ensemble des bénéficiaires, mais les gains de ces versements ne sont pas taxés. Le conjoint ou le partenaire de PACS ne paie aucun droit.

Michel et Annie peuvent ainsi donner à Claire, leur fille, ou directement à leurs petites-filles, ou les désigner comme bénéficiaires de leur assurance-vie. Un don direct à Julien, leur gendre, ne profite pas de ces abattements. Règles du 13 octobre 2026 ; pour un patrimoine important, un notaire vaut son prix.

QUE RETENIR

- Enfant : moins d'actions dès dix ans coûte en moyenne et protège la fin.
- Projet à moins de trois ans : pas d'actions ; de trois à huit ans, peu.
- Retraite : partir de la pension ; 3 à 3,5 % est un plafond, pas un taux sûr.

Tenir vingt ans : quand ne rien faire

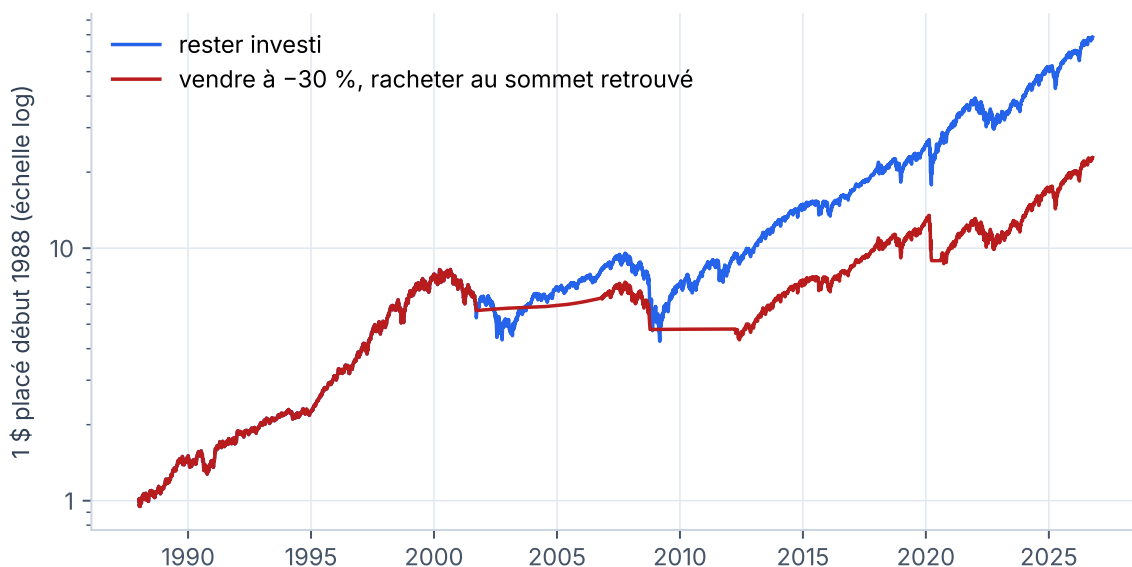
DÉBUTANT • INTERMÉDIAIRE

RÉSUMÉ

La méthode de ce livre se prépare en une après-midi ; les comptes s'ouvrent en une à deux semaines. La tenir vingt ans est plus difficile : il faut ne rien faire pendant les baisses, ignorer les prévisions, et ne toucher à son portefeuille qu'une fois par an, en janvier. Celui qui vend pendant les krachs perd une grande partie du rendement des actions. Une revue annuelle, une liste de contrôle et quelques règles écrites à froid y aident.

Le coût de la panique

Imaginons un épargnant qui vend tout quand la Bourse a perdu 30 % depuis son sommet, et qui ne rachète que lorsqu'elle l'a retrouvé. C'est une règle parmi d'autres, la seule testée ici. Il évite une partie de chaque krach. Il manque surtout les rebonds, qui arrivent pendant qu'il attend.



Un dollar placé en janvier 1988 dans les actions américaines, dividendes compris : conservé, ou vendu chaque fois que l'indice est 30 % sous son sommet et racheté quand il le retrouve, avec les liquidités placées en bons du Trésor entre les deux. Ordres passés à la séance suivante, coût de 0,1 %. Source : Yahoo Finance. Calculs du livre.

Aux États-Unis, de janvier 1988 à octobre 2026, celui qui a gardé ses actions a gagné 11,5 % par an ; celui qui a vendu à -30 % et attendu le retour au sommet, 8,4 %. L'écart semble petit ; sur trente-huit ans, il donne au premier un capital final 3,0 fois plus gros. Sur cette période, les meilleures séances sont arrivées au cœur des baisses (19 des vingt meilleures pendant une baisse de plus de 10 %).

Les études sur les épargnants réels disent la même chose. L'investisseur moyen gagne 1,2 point par an de moins que les fonds qu'il détient, parce qu'il achète après les hausses et vend après les baisses (Morningstar, étude « Mind the Gap », « attention à l'écart », édition 2025). Et sur 66 465 ménages américains suivis de 1991 à 1996, les 20 % qui échangeaient le plus ont gagné 11,4 % par an quand le marché faisait 17,9 % (Barber et Odean, 2000).

LA RÈGLE ÉCRITE À FROID

Claire et Julien relisent en cas de krach les trois phrases de leur feuille, rédigées un dimanche calme (chapitre 5) : « Nous ne vendons aucune action pendant une baisse. Nous continuons nos versements. Nous ne décidons rien avant la revue de janvier. » Une règle écrite à froid tient mieux qu'une volonté sous la peur : c'est une observation d'expérience, que les chiffres du chapitre 3 rendent utile.

Une revue complète par an, trois coups d'œil, et c'est tout

Janvier

corriger le dosage si une poche s'écarte de plus de cinq points

Printemps

déclaration de revenus : vérifier ce que le courtier a déclaré

Été

relire le plan : la vie a-t-elle changé l'échéance d'un projet ?

Automne

frais : comparer ce qu'on paie à ce qui existe

Toute l'année

versements automatiques ; ne rien faire le reste du temps

Le calendrier d'une famille qui investit pour vingt ans : quelques rendez-vous dans l'année, et rien le reste du temps. Règle d'expérience.

Quelques heures par an suffisent, dont une revue complète en janvier. Le reste du temps, les versements automatiques font le travail. La liste complète est à l'annexe A ; voici l'essentiel.

- ☐ Le dosage : chaque poche est-elle à moins de cinq points de sa cible ? Sinon, diriger les versements vers la poche en retard, ou arbitrer à l'intérieur de l'assurance-vie.
- ☐ Les échéances : un projet s'est-il rapproché ? Son argent doit-il passer en sécurité ?
- ☐ Les frais : paie-t-on encore des droits de garde, des frais d'entrée, un fonds trop cher ?
- ☐ Les règles : taux des livrets, prélèvements sociaux, plafonds ont-ils changé cette année ?
- ☐ Les papiers : bénéficiaires de l'assurance-vie, comptes à l'étranger déclarés.

Moins d'informations, meilleures décisions

Les prévisions de fin d'année, les alertes sur téléphone et les conseils des réseaux sociaux ne servent pas un épargnant de long terme. Un fonds indiciel monde ne demande aucune nouvelle : il possède déjà toutes les entreprises. Trois sources sérieuses font l'affaire (la fiche du fonds, le site de l'administration fiscale, celui de l'Autorité des marchés financiers), et une question, devant toute recommandation : qui gagne de l'argent si je suis ce conseil ?

Quand changer de plan

Un plan se change pour une raison qui vient de votre vie, ou pour un changement durable des règles ou des frais ; jamais sous le coup d'une baisse ou d'une prévision. Une naissance, une séparation, une perte d'emploi, un héritage, un projet qui se rapproche ou s'éloigne : ce sont de bonnes raisons de revoir les poches et le dosage. Une baisse de la Bourse, une prévision alarmante, l'enthousiasme d'un collègue : ce n'en sont pas. Si l'envie de changer naît pendant une baisse, la règle écrite à froid s'applique, et la décision attend la revue de janvier.

Se faire aider

Beaucoup de familles gagnent à se faire accompagner une fois, pour poser le plan. Un conseiller en investissements financiers doit être inscrit au registre de l'ORIAS : on le vérifie sur orias.fr, où son statut doit être « inscrit ». Il remet un document qui présente son statut et une lettre de mission qui dit comment il est payé. Cette question compte plus que toute autre : un conseiller rémunéré par des commissions sur les produits qu'il vend n'a pas les mêmes intérêts qu'un conseiller payé par des honoraires. Et toute offre trop belle, surtout venue d'un réseau social, se vérifie sur les listes noires de l'Autorité des marchés financiers.

Reconnaître une arnaque

La méthode de ce livre ne promet rien de spectaculaire. C'est sa force, et c'est aussi ce qui rend sensible aux offres qui promettent mieux. Selon une étude menée pour l'Autorité des marchés financiers en 2024, 57 % des Français ont déjà été exposés à une arnaque financière : un appel qu'ils n'avaient pas demandé, une publicité pour un placement « alternatif », une promesse de gain rapide. Les escrocs suivent les modes : devises, crypto-actifs, parkings, vins, diamants, faux placements « verts ».

- ☐ Un rendement élevé sans risque n'existe pas. Sur un siècle, les petites entreprises américaines ont le plus rapporté, 8,7 % par an après inflation ; elles ont aussi subi le pire recul, -81,6 %.
- ☐ Une offre qui promet un rendement doit figurer sur la liste blanche de l'Autorité des marchés financiers, et l'intermédiaire sur le registre ORIAS ou REGAFI. Cela ne suffit pas : les escrocs copient le nom, le logo et le site de sociétés autorisées, à une lettre près.
- ☐ Aucune autorité publique, l'AMF comprise, n'appelle pour proposer un placement, réclamer une taxe ou aider à récupérer de l'argent perdu. Si l'appel semble venir de votre banque, raccrochez et rappelez vous-même le numéro habituel.
- ☐ On exige une documentation écrite, par courrier ou par courriel, jamais par messagerie privée ou réseau social. Aucun versement, aucun numéro de carte, aucune signature tant que le doute n'est pas levé.
- ☐ L'urgence est un signal d'alerte. Une offre sérieuse attend une semaine. « Réservé à quelques-uns » et « n'en parlez à personne » en sont de plus forts encore.

En cas de doute, l'AMF répond au téléphone au 01 53 45 62 00, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 (horaires d'octobre 2026), et publie ses listes noires sur son site. Une victime porte plainte. Elle se méfie ensuite de ceux qui proposent, contre des honoraires, de récupérer les fonds perdus : l'AMF décrit ce second piège, tendu aux mêmes victimes.

LE CAS DE MICHEL ET ANNIE

Un soir, un homme poli appelle Annie. Il cite le nom de sa banque, connaît sa ville, et propose un placement « garanti à 8 % » sur des parkings, réservé à quelques clients jusqu'à vendredi. Annie applique la règle de la maison : rien par téléphone. Elle raccroche, rappelle le numéro de son agence, qui n'a appelé personne. Elle signale l'appel à l'AMF le lendemain. Cette histoire est inventée ; le scénario est celui que l'AMF décrit.

L'intelligence artificielle, assistant et non oracle

Les assistants d'intelligence artificielle lisent vite, résument bien et calculent juste, à condition qu'on leur donne les données. Sans données, ils inventent avec la même assurance. Nous l'avons vécu : le 21 juin 2026, un bilan semestriel de marché rédigé par une IA privée de sa source de données ne contenait que des chiffres inventés, présentés avec aplomb. Personne ne l'aurait deviné à la lecture.

- ☐ Ne jamais lui demander un cours, un taux ou un rendement de mémoire : lui fournir le document et exiger la source et la date de chaque chiffre.
- ☐ Vérifier tout chiffre qui guide une décision par un second moyen, comme le site de l'émetteur ou de l'administration.
- ☐ S'en servir pour comprendre une notice, comparer deux contrats, préparer des questions pour un conseiller.
- ☐ Ne jamais lui confier ses identifiants ni ses numéros de compte, et ne jamais lui laisser passer un ordre.

Le plan de Claire et Julien, sur une page

Voici la famille du fil rouge une fois la méthode appliquée. Chaque ligne vient d'un chapitre, et chaque ligne est écrite.

Poste	Où	Combien	La règle
Dette chère	Crédit renouvelable	2 500 € soldés	Aucun nouveau crédit pour un achat qui peut attendre (chapitre 1).
Coussin	Livret A	10 500 € au total	Trois mois de dépenses, complets en 7,1 mois ; jamais en actions (chapitre 1).
Léa et Inès	Une assurance-vie au nom de chacune	100 € par mois chacune	Moins d'actions à partir de dix ans, plus aucune à quinze (chapitre 10).
Long terme, actions	PEA, fonds monde	400 € par mois	80 % de la poche ; versements redirigés hors de 75 à 85 % (chapitre 8).
Long terme, partie stable	Assurance-vie, fonds en euros	100 € par mois	20 % de la poche ; renforcé quand les actions ont trop monté.
Protection	Assurance décès, clauses bénéficiaires	Une heure par an	Relues à chaque changement de vie (chapitre 1).
Conduite	Une feuille dans le dossier des papiers	Trois phrases	Relues à chaque baisse ; rien avant janvier.

Le plan d'une famille inventée, avec ses montants inventés : un exemple de forme, pas une recommandation personnelle. Le total des versements mensuels égale leur capacité d'épargne de 700 €.

Ce plan ne demande ni prévision ni talent. Il demande de ne pas le défaire. Le jour où une baisse fera la une des journaux, Claire et Julien n'auront qu'une chose à faire : ouvrir le dossier, relire la feuille, et refermer le dossier.

QUE RETENIR

- États-Unis, 1988-2026 : garder ses actions, 11,5 % par an ; les vendre à -30 % et attendre le retour au sommet, 8,4 %.
- Une règle écrite à froid, une revue par an, rien le reste du temps.
- Une offre pressante se vérifie auprès de l'AMF, ou se refuse.
- L'IA aide si on lui donne les données ; ses chiffres se vérifient.

Annexes • Pour aller vérifier

Annexe A • La liste de contrôle

À imprimer, à cocher dans l'ordre. Le premier bloc se fait une fois ; le second, chaque janvier.

Une fois, au départ

Les fondations

- ☐ Toutes les dettes à taux élevé (crédit renouvelable, découvert, paiement fractionné) sont remboursées.
- ☐ Le coussin de sécurité couvre trois à six mois de dépenses, sur des livrets disponibles.
- ☐ Assurances habitation et responsabilité civile à jour ; prévoyance de l'employeur lue ; assurance décès et invalidité si des enfants dépendent de vos revenus.
- ☐ Les clauses bénéficiaires des assurances-vie sont relues ; les papiers importants sont rangés et accessibles au conjoint.

Les comptes

- ☐ Un PEA ouvert, même avec un petit versement ; ou, si vous en avez déjà un, ses frais vérifiés et son transfert décidé.
- ☐ Une assurance-vie en ligne sans frais d'entrée, avec un fonds en euros et des fonds indiciels ; une ancienne assurance-vie gardée, ses unités de compte chères arbitrées.
- ☐ Le plan d'épargne de l'employeur, s'il existe : l'abondement pris en entier, participation et intéressement placés.
- ☐ Pour chaque enfant, une assurance-vie à son nom ou une épargne réservée, alimentée par un virement automatique.
- ☐ L'établissement est autorisé en France (registre REGAFI et listes de l'Autorité des marchés financiers) et fournit l'imprimé fiscal unique.
- ☐ Un compte à l'étranger, s'il existe, est déclaré chaque année (formulaire 3916).

Le plan

- ☐ Chaque somme est rangée dans une poche : sécurité (moins de trois ans), projets (trois à huit ans), long terme (au-delà).
- ☐ Le dosage de la poche de long terme est choisi pour une perte qu'on peut regarder sans vendre (chapitre 5), et écrit.
- ☐ Le fonds monde est choisi par son ISIN : frais courants sous 0,40 % par an, encours important, prix d'une part compatible avec le versement.

- ☐ Un virement automatique part le jour de la paie ; un achat programmé suit si l'établissement le permet, sinon un ordre chaque mois.
- ☐ Trois phrases écrites à froid disent ce que vous ferez pendant une baisse de 40 %.

Chaque année, en janvier

- ☐ Le dosage de chaque poche est à moins de cinq points de sa cible ; sinon, les versements de l'année vont vers la poche en retard, ou l'on arbitre dans l'assurance-vie.
- ☐ Les projets qui se rapprochent perdent dix points d'actions par an à partir de huit ans de l'échéance ; l'épargne d'un enfant glisse dès ses dix ans, sans actions à quinze ans.
- ☐ Les frais de chaque compte et de chaque fonds sont relus et comparés à l'offre du moment.
- ☐ Les règles ont été vérifiées : loi de finances de l'année, taux des livrets (revus en février et en août), prélèvements sociaux, plafonds du PEA et du PER.
- ☐ Le coussin de sécurité est toujours à trois à six mois de dépenses, recalculé sur les dépenses de l'année.
- ☐ À la retraite : le retrait de l'année est fixé, et deux à trois ans de retraits sont disponibles hors actions.
- ☐ Aucune décision n'a été prise pendant l'année sous le coup d'une baisse ou d'un conseil non vérifié.

Annexe B • Méthode des tests, et comment les refaire

Tous les rendements, reculs, fréquences et durées mesurés sur nos données sortent d'un seul programme, qui écrit ses résultats dans un fichier ; le texte du livre est rempli à partir de ce fichier, sans recopie à la main. Les chiffres venus d'autres travaux sont cités avec leur source. Cette annexe dit d'où viennent les données, comment elles ont été traitées, et ce qu'elles ne permettent pas de conclure.

Les données

Série	Source	Période
Rendements annuels : actions américaines (S&P 500, dividendes compris), petites entreprises, bons du Trésor à 3 mois, obligations d'État à 10 ans, obligations d'entreprise, prix des logements, or	Aswath Damodaran, université de New York (fichier « histretSP »)	1928-2025
Inflation américaine (indice des prix à la consommation, toutes zones urbaines)	Bureau américain des statistiques du travail	1913-2026
Inflation française (indice des prix à la consommation, ensemble des ménages)	INSEE, série 001759970, base 2015, arrêtée ; à prolonger par la série en base 2025	1990-2025
Taux du Livret A et dates de changement	Arrêtés du Journal officiel, relevés dans un tableau historique de presse spécialisée ; derniers taux recoupés avec la Banque de France	1980-2026
Cours quotidiens : S&P 500 dividendes compris et prix seul, fonds indiciels américains, fonds monde cotés à Paris, obligations d'État de la zone euro, indices Nikkei 225 et CAC 40, bons du Trésor et taux à 10 ans américains, change euro-dollar	Yahoo Finance, extraits le 13 octobre 2026	selon la série, jusqu'au 9 ou au 12 octobre 2026

Les cours quotidiens sont ajustés des dividendes, sauf les indices de prix : Nikkei 225, CAC 40, et S&P 500 prix seul pour 1929 et pour la comparaison avec et sans dividendes. Fonds d'obligations de la zone euro : le livre retient le Xtrackers, coté depuis janvier 2008 ; un fonds iShares équivalent, coté depuis avril 2009, a rapporté 1,2 % par an.

Les conventions

- **Après inflation.** Un rendement réel est calculé année par année : $(1 + \text{rendement})$ divisé par $(1 + \text{inflation})$, moins 1. L'inflation américaine est mesurée de décembre à décembre.

- **Années civiles.** Les rendements annuels vont d'une fin d'année à la suivante. Le pire recul « annuel » et les années sous le sommet sont mesurés sur ces fins d'année : au jour le jour, les baisses ont été plus profondes. Le krach de 1929 au jour le jour est une estimation : dividendes de chaque année répartis entre ses séances, inflation mensuelle.
- **Rééquilibrage.** Les portefeuilles mélangés reviennent à leur dosage une fois par an, sauf mention contraire.
- **Exécution.** Les règles à signal (vente à -30 %, attente d'une baisse, rééquilibrage quotidien) s'exécutent à la clôture qui suit le constat, avec 0,1 % par échange pour la vente à -30 % et le rééquilibrage. Les versements mensuels et les portefeuilles en euros sont testés sans frais. L'attente d'une baisse part de janvier 1989, pour disposer d'un an de cours avant le premier versement.
- **Versements mensuels.** Les calculs d'école placent le versement en début de mois et capitalisent au taux annuel divisé par douze. Le calcul des frais (chapitre 7) convertit le rendement net annuel en taux mensuel équivalent. Les tests sur cours achètent des fractions de part.
- **Liquidités en attente.** Dans les tests de timing, l'argent qui attend est rémunéré au taux des bons du Trésor américains à trois mois.
- **Livret A.** Le rendement d'une année est approché par le taux moyen de l'année, jour par jour ; la règle réelle calcule les intérêts par quinzaine.

Refaire les calculs

Le programme, la liste des séries et les résultats bruts accompagnent ce livre. Il faut Python et quelques bibliothèques gratuites. Les cours ajustés des dividendes sont recalculés par leur fournisseur à chaque nouveau versement : vos chiffres différeront légèrement, sans changer les conclusions. Une erreur ? Signalez-la à l'éditeur, sur articles.dailytickers.com : nous corrigerons l'édition suivante, et nous le dirons.

Ce que ces tests ne disent pas

- **Un seul pays sur un siècle.** Le marché américain a été l'un des meilleurs du siècle. Les actions mondiales ont rapporté 5,2 % par an après inflation de 1900 à 2024 (Dimson, Marsh et Staunton, édition 2025), moins que les 6,8 % américains de nos données ; les épargnants européens restés dans leur pays ont souvent fait moins encore (Pfau, 2010).
- **Des dollars lus comme des euros.** Les tests du siècle sont en dollars et en inflation américaine ; le change n'y est pas pris en compte.
- **Peu de périodes indépendantes.** Un siècle ne contient que quatre périodes de vingt ans qui ne se chevauchent pas. Les fréquences par durée sont calculées sur des périodes qui se recouvrent : elles décrivent l'histoire, elles ne prédisent pas.
- **Ni frais ni impôt** dans les tests historiques, sauf mention. Un épargnant réel paie quelques dixièmes de point par an de frais et un impôt à la sortie ; le livre montre,

pour les périodes de vingt ans et pour la retraite, ce que changent 0,5 % ou 1 % de frais.

- **La partie stable recommandée, le fonds en euros, n'est pas testée.** Les tests utilisent des obligations d'État à 10 ans, américaines ou de la zone euro, ou des bons du Trésor pour la règle d'épargne des enfants.
- **Des séries reconstituées.** Les obligations de Damodaran sont calculées à partir des taux, sans frais de fonds ni défauts de paiement ; les petites entreprises sont le dixième le plus petit de la cote, qu'aucun fonds ne reproduit exactement ; l'immobilier ne compte pas les loyers ; l'or avait un prix fixé avant 1971.
- **Des règles d'usage non testées.** Les bornes de trois et huit ans, la taille du cousin, la réserve de retraite et la correction du dosage par les versements viennent de l'expérience. Seule la règle d'épargne d'un enfant a été testée telle quelle.
- **La période en euros est courte et favorable** : elle commence en juin 2009, après le creux de la crise financière.

Les contrôles faits sur les données

- La ligne en dollars à Londres d'un grand fonds monde présentait plus de 500 séances à cours identique, signe d'une cotation figée : elle n'a pas été utilisée ; le fonds coté à Paris l'a remplacée.
- L'indice des prix américain d'octobre 2025 n'a pas été publié : cela n'affecte pas l'inflation de décembre à décembre.
- Chaque séance où un cours a bondi puis est revenu le lendemain a été contrôlée : aucune erreur de cotation dans les séries de prix retenues. Les taux des bons du Trésor varient fortement en proportion quand ils sont proches de zéro, sans erreur.
- Après les relectures, plusieurs calculs ont été corrigés : arrondis faits sur les valeurs brutes, pire écart des versements mesuré chaque séance, exécution de la vente à -30 % ramenée à la séance suivante, année 2022 du fonds monde alignée sur ses propres cours.

Annexe C • Glossaire

Les mots du livre, expliqués simplement, dans l'ordre alphabétique.

Abattement

La part d'un gain, d'un don ou d'un héritage qui échappe à l'impôt.

Abondement

Le complément qu'un employeur verse sur le plan d'épargne de son salarié, en plus des versements de celui-ci.

Action

Une part d'une entreprise. Elle rapporte par la hausse de son cours et par les dividendes.

ACPR

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution : elle surveille banques et assureurs, et publie chaque année le rendement moyen des fonds en euros.

AMF

Autorité des marchés financiers : elle autorise les intermédiaires et publie des listes noires de sites non autorisés.

Assurance-vie

Une enveloppe d'épargne proposée par un assureur, qui peut contenir un fonds en euros et des unités de compte. Fiscalité allégée après huit ans, transmission avantageée.

Barème

Le calcul de l'impôt sur le revenu par tranches, le même que pour un salaire.

Base 100

Une façon de tracer une courbe : 100 placés au départ, la courbe montre ce qu'ils sont devenus.

Biais du survivant

L'erreur qui consiste à étudier ce qui a réussi en oubliant ce qui a échoué : par exemple le marché américain plutôt que tous les marchés.

Bons du Trésor

Des prêts à court terme à un État. Dans ce livre, ceux de l'État américain à trois mois servent d'équivalent au livret.

Capitalisant

Se dit d'un fonds qui réinvestit les dividendes qu'il reçoit, au lieu de les verser.

Clause bénéficiaire

La phrase d'un contrat d'assurance-vie qui dit qui reçoit l'argent au décès de l'assuré.

Compte à terme

Une somme bloquée à la banque pour une durée fixée, à un taux connu d'avance.

Compte-titres ordinaire

Un compte pour détenir des titres sans plafond ni restriction, imposé à chaque gain réalisé.

Coté

Se dit d'un titre qui s'achète et se vend en Bourse, chaque jour de semaine.

Coupon

L'intérêt qu'une obligation verse à son détenteur.

Cours

Le prix d'une action ou d'une part de fonds coté ; il change pendant la journée.

Courtier

L'intermédiaire qui passe vos ordres en Bourse et garde vos titres. Les titres restent à vous s'il fait faillite.

Coussin de sécurité

L'épargne de précaution : trois à six mois de dépenses, disponibles tout de suite, jamais en actions.

DCA

De l'anglais *dollar cost averaging* : investir la même somme à intervalle régulier, quel que soit le cours. En français, l'investissement programmé.

Distribuant

Se dit d'un fonds qui verse les dividendes qu'il reçoit.

Dividende

La part du bénéfice qu'une entreprise verse à ses actionnaires.

Document d'informations clés

La fiche de quelques pages que tout fonds doit publier : objectif, risques, frais.

Dosage

La répartition d'un portefeuille entre actions et partie stable, par exemple 80 % et 20 %.

Droits de garde

Ce que facture un établissement chaque année pour tenir un compte de titres.

Échéance

La date à laquelle une obligation est remboursée, ou celle à laquelle on aura besoin d'une somme.

Encours

L'argent total placé dans un fonds.

Enveloppe

Le compte dans lequel on loge ses placements : PEA, assurance-vie, PER, compte-titres. Le même placement peut aller dans plusieurs enveloppes ; l'impôt change.

ETF

Un fonds indiciel coté en Bourse, qu'on achète comme une action.

Fonds

Une cagnotte commune : des milliers d'épargnants y mettent leur argent, un gérant l'investit pour eux, et chacun en détient des parts.

Fonds en euros

Le support garanti de l'assurance-vie : son capital ne baisse pas, aux conditions du contrat. Il est investi surtout en obligations.

Fonds indiciel

Un fonds qui achète toutes les actions d'un indice, pour en suivre la performance à bas coût.

Fonds monde

Dans ce livre, un fonds indiciel qui suit les actions des pays développés (indice MSCI World).

Fourchette

L'écart entre le meilleur prix proposé par un acheteur et le meilleur prix demandé par un vendeur.

Frais courants

Les frais annuels d'un fonds, prélevés sur sa valeur et indiqués dans son document d'informations clés.

Gestion active

Un gérant choisit les titres pour essayer de battre l'indice, contrairement au fonds indiciel qui le suit.

Imprimé fiscal unique

Le récapitulatif annuel que l'établissement envoie pour préparer la déclaration de revenus.

Indice

Un panier d'actions défini à l'avance (S&P 500, CAC 40, MSCI World), dont on suit la valeur.

Inflation

La hausse générale des prix. À 2 % par an, il faut 102 € pour acheter ce qui coûtait 100 € l'année d'avant.

Intérêts composés

Le fait que les gains produisent à leur tour des gains, année après année.

ISIN

Le code unique d'un fonds ou d'une action, de douze caractères. C'est lui qu'on tape chez son courtier.

Krach

Une chute brutale et profonde de la Bourse.

LDDS

Livret de développement durable et solidaire : livret réglementé, mêmes règles et même taux que le Livret A.

LEP

Livret d'épargne populaire : livret réglementé mieux rémunéré, réservé aux foyers sous un plafond de revenus.

Liquidités

L'argent disponible, placé sans risque à court terme.

Listes blanches et noires

Publiées par l'AMF : les premières recensent les acteurs et les offres autorisés, les secondes ceux qui ne le sont pas ou qui usurpent le nom d'une société autorisée.

Livret A

Le livret réglementé français : garanti, disponible, sans impôt, rémunéré à un taux revu deux fois par an.

Médiane

La valeur du milieu : la moitié des cas fait mieux, l'autre moitié moins bien.

MSCI World

Un indice des grandes et moyennes entreprises de 23 pays développés, dont les États-Unis représentaient 70 % au 31 août 2026.

Obligation

Un prêt à un État ou à une entreprise, qui verse un intérêt et rembourse à une date prévue.

Ordre à cours limité

Un ordre qui fixe le prix maximal qu'on accepte de payer (ou minimal pour vendre). Il s'exécute à ce prix ou mieux, ou pas du tout.

Ordre au marché

Un ordre qui s'exécute tout de suite, au prix qu'il y a. À éviter pour un débutant.

ORIAS

Le registre des intermédiaires en assurance, banque et finance. Un conseiller en investissements financiers doit y être inscrit.

Part

Une fraction d'un fonds : son prix suit la valeur de ce que le fonds détient.

PEA

Plan d'épargne en actions : enveloppe pour les actions de l'Union européenne et certains fonds, sans impôt sur le revenu après cinq ans. Un seul par personne.

PER

Plan d'épargne retraite : bloqué jusqu'à la retraite, sauf exceptions. Les versements volontaires peuvent être déduits du revenu imposable ; dans un plan d'entreprise, abondement, participation et intéressement suivent leurs propres règles.

Pire recul

La plus forte baisse entre un sommet et le creux qui suit.

Point de pourcentage

L'écart entre deux pourcentages : de 3 % à 5 %, il y a deux points de pourcentage, et non 2 %.

Poche

Une partie du patrimoine rangée selon la date du besoin : sécurité, projets, long terme.

Portefeuille

L'ensemble des placements d'une personne ou d'une famille.

Prélèvement forfaitaire unique

L'impôt de 31,4 % (depuis 2026) sur les dividendes et les gains d'un compte-titres : 12,8 % d'impôt et 18,6 % de prélèvements sociaux.

Prélèvements sociaux

Les contributions sociales prélevées sur les revenus de l'épargne : 18,6 % depuis 2026, 17,2 % sur l'assurance-vie.

Prévoyance

Une assurance qui verse un capital ou une rente en cas de décès ou d'invalidité.

Rééquilibrage

Revenir au dosage choisi entre les poches, en dirigeant les versements ou en vendant ce qui a trop grossi.

REGAFI

Le registre des agents financiers, publié par la Banque de France : il liste les banques et les entreprises d'investissement autorisées à exercer en France.

Rendement réel

Ce qui reste du rendement une fois l'inflation retirée : ce qu'on peut acheter de plus.

Rente viagère

Un revenu versé à vie par un assureur, en échange d'un capital qu'on ne récupère pas.

Réplication synthétique

Un fonds qui obtient la performance d'un indice par un contrat d'échange avec une banque, plutôt qu'en achetant toutes ses actions. C'est ce qui permet à certains fonds monde d'entrer dans un PEA.

Retrait de 4 %

Une règle de retraite : retirer 4 % du capital la première année, puis relever ce montant de l'inflation chaque année.

Risque de séquence

Le danger que les mauvaises années arrivent au début de la retraite, quand on retire déjà : il ruine plus que la même baisse vingt ans plus tard.

S&P 500

L'indice des 500 plus grandes entreprises américaines.

Séance

Un jour de Bourse.

Taux marginal d'imposition

Le taux d'impôt sur le revenu qui s'applique au dernier euro gagné : 0, 11, 30, 41 ou 45 % (barème appliqué aux revenus de 2025).

Unités de compte

Les supports d'une assurance-vie qui ne sont pas garantis, comme les fonds d'actions : leur valeur monte et descend.

Volatilité

L'ampleur habituelle des variations d'un placement : plus elle est forte, plus il bouge, dans les deux sens.

Annexe D • Avertissements et informations

Ceci n'est pas un conseil en investissement

Ce livre présente une méthode générale et des données historiques. Il ne tient pas compte de votre situation personnelle, de vos revenus, de vos impôts ni de vos projets : il ne constitue ni un conseil en investissement, ni une recommandation personnalisée, ni une sollicitation d'achat ou de vente. Pour une décision importante, faites-vous accompagner par un conseiller inscrit au registre de l'ORIAS, dont vous connaissez le mode de rémunération (chapitre 11).

Les risques

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Un placement en actions ou en obligations peut perdre de la valeur, parfois beaucoup et pendant des années : le capital investi peut ne pas être récupéré en totalité. Le fonds en euros garantit le capital aux conditions du contrat et sur la solidité de l'assureur. Les chiffres de ce livre sont des simulations sur données passées, presque toutes américaines, le plus souvent sans frais ni impôt ; leurs pourcentages décrivent l'histoire, ils ne mesurent pas une probabilité.

Dates et sources

Données de marché arrêtées au 12 octobre 2026. Règles fiscales et taux réglementés : ceux en vigueur le 13 octobre 2026 ; ils changent souvent, et le budget 2027 était en discussion à cette date. Informations sur les fonds au 31 août 2026 : vérifiez toujours le document d'informations clés à jour avant d'acheter. Les sources sont citées dans le texte et détaillées à l'annexe B ; les marques et noms de fonds appartiennent à leurs propriétaires. Les fonds nommés le sont comme exemples vérifiables, pas comme les seuls bons choix.

Comment ce livre a été fait

DailyTickers publie aussi des analyses d'actions et des idées de placements à court terme, une activité que ce livre déconseille pour l'argent d'une famille. Les personnages et leurs montants sont inventés. Les chiffres mesurés sortent d'un programme de calcul, à partir de données publiques datées. Le texte a été rédigé avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle, puis relu par des relecteurs chargés de le contredire, eux aussi assistés par IA ; chaque chiffre a été confronté aux résultats du programme. Les erreurs qui resteraient sont les nôtres.

Éditeur : DailyTickers, articles.dailytickers.com. Édition d'octobre 2026.